

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS DU PAYS DE MARTIGUES**

Date de Publication : 18/04/2019

N° : 2019/122

# **SOMMAIRE**

↳ **Délibérations du Conseil du 27 février 2019**

page 3

↳ **Délibérations du Conseil du 27 mars 2019**

page 24

Les Délibérations  
Conseil du 27 Février 2019

METROPOLE AIX-MARSEILLE-  
PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de  
Martigues

**SEANCE DU 27 FEVRIER 2019**

Etaient présents

Mme Béatrice **ALIPHAT**, M. Henri **CAMBESSÉDÈS**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Marc **DEPAGNE**, M. Stéphane **DIDERO**, M. Jean-Luc **DI MARIA**, Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI**, M. René **GIORGETTI**, Mme Eliane **ISIDORE**, Mme Nathalie **LEFEBVRE**, M. Robert **OLIVE**, Mme Virginie **PEPE**, Mme Régine **PERACCHIA**, Mme Rose-Marie **QUAGLIATA**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**

Excusés avec pouvoir

M. Stéphane **DELAHAYE** - Pouvoir donné à Mme Régine **PERACCHIA**  
Mme Françoise **EYNAUD** - Pouvoir donné à M. Gaby **CHARROUX**  
Mme Béatrice **GIOVANELLI** - Pouvoir donné à M. Henri **CAMBESSÉDÈS**  
M. Jean-Jacques **LUCCHINI** - Pouvoir donné à Mme Eliane **ISIDORE**  
M. Jean-Pierre **MUTERO** - Pouvoir donné à Mme Rose-Marie **QUAGLIATA**  
Mme Evelyne **SANTORU-JOLY** - Pouvoir donné à Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI**

Excusés sans pouvoir

Mme Sophie **DEGIOANNI** - M. Emmanuel **FOUQUART**

Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales  
Monsieur **Florian SALAZAR-MARTIN** a été désigné **secrétaire de séance**.

**1. N°2019-001 - Attribution d'une subvention à l'Association Sensibilisation Protection Nature Environnement au titre de l'exercice 2019**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Sensibilisation Protection Nature Environnement (SPNE) est une association loi 1901 parue le 1<sup>er</sup> septembre 1991. L'association basée sur Martigues a pour objectif la sensibilisation du public à la protection de l'environnement.

Elle développe des activités autour de la valorisation et de la protection du patrimoine naturel local.

Les actions de valorisation portent sur :

- Visites guidées, sorties et projections (littoral, étangs, forêt méditerranéenne)
- Info'Eau Mer
- Participation aux salons et journées : Salon 100% Nature, Fête des plantes...

Les actions de protection portent principalement sur :

- La permaculture consacrée aux plantes mellifères et jardin collectif
- Les pièges à phéromones (chenilles)
- Pose de pièges contre les frelons asiatiques et sensibilisation des habitants
- Création d'hôtel à insectes

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues mène la politique de préservation et de valorisation du patrimoine naturel. A ce titre, il conduit un programme d'éducation à l'environnement et au développement durable auprès des écoles primaires et maternelles, organise des manifestations pour la sensibilisation à l'environnement et des journées d'information grand public.

En tant que partenaire territorial, l'Association SPNE participe aux manifestations organisées par le Pays de Martigues et ses communes membres. De plus, les thématiques proposées aux écoles sont des activités complémentaires au programme pédagogique annuel du Conseil de Territoire du Pays de Martigues.

Afin d'accompagner l'activité de l'Association SPNE, il est proposé au Conseil de Territoire de lui accorder, au titre de l'exercice 2019, une

subvention de fonctionnement d'un montant de 13 000 euros.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-288/16/CM du 28 avril 2016 relative aux délégations du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier la délibération n° FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,**

**Considérant :**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière d'éducation à l'environnement et au développement durable.

**Délibère :**

**Article 1 :**

Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 13 000 euros au titre de l'exercice 2019 de l'Association Sensibilisation Protection Nature Environnement.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits aux budgets 2019 correspondants de l'Etat Spécial

du Territoire du Pays de Martigues – S/politique G410 - Nature 65748 - Fonction 78.

### **Article 3 :**

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

### **Article 4:**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

#### **2. Attribution d'une subvention à l'Association Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues au titre de l'exercice 2019**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » (MJC) mène des activités généralistes culturelles et d'animation auprès d'un large public. Afin d'agir contre les discriminations qui concernent les personnes handicapées, la MJC s'est engagée dans deux projets afin de faciliter l'inclusion des personnes handicapées : l'un sur la langue des signes, « MJCsigne », l'autre pour les enfants autistes, « atelier minuscules ».

Le premier projet consiste à faciliter l'inclusion des personnes déficientes auditives de façon intégrée à l'activité annuelle de la MJC avec un groupe d'usagers sourds et malentendants : « MJCsigne ». Il s'agit de soutenir les projets de ce groupe qui vont consister en des actions de sensibilisation, de formation et de traduction régulière en langue des signes notamment lors d'événements organisés par la MJC.

La seconde action vise à l'intégration d'un public fragile. La MJC met en place un atelier « minuscules » en direction d'enfants de 6 à 9 ans présentant des troubles de la relation. Il s'agit d'offrir un espace de rencontre et de partage autour de l'expression corporelle afin de développer des capacités de communication non verbale pour ces enfants autistes.

Ces projets s'inscrivent dans la compétence Politique de la Ville du Conseil de Territoire du Pays de Martigues au titre de la mise en œuvre du Plan de Lutte Intercommunal contre les Discriminations 2015-2020.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le rôle de l'Association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » contribue à la mise en œuvre d'engagements pris par le Pays de Martigues en matière de lutte contre les discriminations, dans le

## **Délibère**

### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 4 000 euros au titre de l'exercice 2019 à l'Association « Maison des Jeunes et de la Culture de Martigues » qui sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### **3. Attribution d'une subvention à l'Association Le Rallumeur d'Etoiles Exercice 2019**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association Le Rallumeur d'Etoiles a été créée en 2016 avec pour objectif d'expérimenter et d'accompagner des initiatives sociales et solidaires autour d'un café associatif. Il s'agit d'un lieu de programmation culturelle, d'animations, d'ateliers qui organise des événements festifs et des initiatives citoyennes.

Pour l'année 2019, l'Association Le Rallumeur d'Etoiles propose des actions dans le cadre d'un cycle de sensibilisation sur les discriminations, axé sur le féminisme. Ce cycle sur le féminisme s'inscrit dans la compétence politique de la ville du Conseil de Territoire du Pays de Martigues. L'action de l'association vise à favoriser une prise de conscience, l'information de femmes et d'hommes sur les enjeux de l'égalité et ainsi participer à la mise en œuvre des engagements pris par le Conseil de Territoire du Pays de Martigues avec la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Cette action s'inscrit également dans la mise en œuvre du

Plan de lutte contre les discriminations du Conseil de Territoire dans ses axes égalité femmes-hommes en termes d'information du grand public.

Dans ce cadre, afin de permettre à l'Association Le Rallumeur d'Etoiles de mettre en œuvre ce cycle sur le féminisme, il est proposé de lui accorder une subvention spécifique d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer un plan territorial de prévention et de lutte contre les discriminations
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

### **Considérant**

- Que le rôle de l'association répond aux enjeux de la cohésion sociale et à la mise en œuvre des engagements pris par le Pays de Martigues en matière d'égalité Femmes-Hommes, de sensibilisation et de lutte contre les discriminations,

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2019 à l'Association Le Rallumeur d'Etoiles qui sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix pour : 19**

**Nombre de voix contre : 2 (M. DI MARIA Jean-Luc, Mme PEPE Virginie)**

#### **4. Attribution d'une subvention à l'Association « Volonté Initiative Engagement (VIE) au Féminin » au titre de l'exercice 2019**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'Association Volonté Initiative Engagement (VIE) au Féminin a été créée à Port-de-Bouc en 2001 afin de développer la citoyenneté des femmes et d'agir pour l'égalité des droits entre les hommes et les femmes. Par la tenue de permanences, l'organisation d'expositions, de ciné-débats, de moments conviviaux et de temps forts autour des journées mondiales du 8 mars et du 25 novembre, l'association sensibilise, informe et agit pour les droits des femmes et contre les violences qui leur sont faites.

Cette activité s'inscrit dans la compétence Politique de la Ville du Conseil de Territoire du Pays de Martigues au titre du Plan de Lutte Intercommunal contre les Discriminations. L'action de l'association VIE au Féminin participe de la mise en œuvre des engagements pris par le Conseil de Territoire avec l'adoption de la Charte Européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale et de la mise en œuvre du Plan de lutte contre les discriminations dans son axe « égalité femmes-hommes ». L'association organise de multiples actions qui visent à promouvoir les droits des femmes, notamment à l'occasion des journées du 8 mars et du 25 novembre.

Pour l'année 2019, VIE au Féminin souhaite former ses bénévoles à l'accueil et à l'écoute active et bienveillante des femmes victimes de violences, afin de les orienter au mieux. En effet, l'association est souvent la première interlocutrice sollicitée. VIE au Féminin a mis en place un suivi collectif d'un MOOC (Massive Open Online Course – formation en ligne) sur les violences conjugales mais cela reste insuffisant et les bénévoles ont exprimé le choix d'être formés avec une formatrice ou un formateur d'un CIDFF ou de SOS Femmes. C'est pourquoi, VIE au Féminin sollicite une subvention de fonctionnement auprès du Conseil de territoire.

Il est précisé que les modalités de versement de cette subvention se feront conformément au Règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN-021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° 2015-117 du 24 septembre 2015 de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues, par laquelle le territoire s'engage à développer un plan



territorial de prévention et de lutte contre les discriminations

- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts.
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du  
Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'action de l'Association VIE au Féminin contribue à la mise en œuvre d'engagements pris par le Territoire du Pays de Martigues en matière d'égalité Femmes-Hommes, de sensibilisation et de lutte contre les violences faites aux femmes, de lutte contre les discriminations,

**Délibère**

**Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 2 000 euros au titre de l'exercice 2019 à l'Association VIE au Féminin qui sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

**Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues – S/Pol E110 - Nature 65748 - Fonction 52.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS  
PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**5. Attribution d'une subvention à  
l'Association Cinémagis Provence  
au titre de l'exercice 2019**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Le Pays de Martigues ambitionne de créer une filière industrielle du cinéma, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. A ce jour, le territoire est déjà doté d'outils structurants avec un complexe de tournages en studio, un plateau de tournage en décors naturels ou encore une académie de cascade. Le bilan des tournages démontre l'attractivité grandissante du territoire avec un nombre de tournages en constante augmentation (34 projets en 2015, 70 en 2018) et un impact certain sur l'économie locale et l'emploi. En effet, le tournage d'un téléfilm représente entre 200 et 300 000 euros de retombées sur l'économie locale et le recrutement de cinquante techniciens locaux, pour une vingtaine de jours de tournage.

L'Association Cinémagis Provence, installée en Pays de Martigues depuis 2014, développe des formations supérieures aux métiers du cinéma. Aujourd'hui, elle compte 42 étudiants en formation initiale, formation qui s'étale sur 3 années. Elle participe au développement et à la promotion de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire et favorise la qualification, la valorisation des savoir-faire et l'insertion professionnelle des jeunes et des adultes. Ainsi, en 2018, Cinémagis Provence, en partenariat avec l'AFPA, a été retenue par Pôle Emploi pour développer une formation de menuisier constructeur de décors. Cette formation de 700 heures (réparties entre octobre 2018 et mars 2019) permet à 12 demandeurs d'emploi d'obtenir une Certification de Qualification Professionnelle dans ce métier.

Cinémagis Provence produit chaque année des films d'animation, des documentaires, des courts et longs métrages. Ces films sont ensuite proposés aux cinémas du territoire pour des soirées thématiques de rencontres et d'échanges. L'ensemble de ces œuvres est entièrement réalisé, tourné et post-produit par les étudiants en formation initiale. De même, ils participent aux festivals et événements organisés dans la région. Ces actions leur permettent de développer leurs compétences techniques, mais également leur capacité à nouer des partenariats avec des professionnels, des acteurs associatifs et des étudiants d'autres structures de formation

telles que des écoles de maquillage, coiffure, peinture, ou encore architecture.

L'Association Cinémagis Provence permet de former des jeunes et des demandeurs d'emploi sur le territoire qui par la suite pourront répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée des productions qui viennent tourner en Pays de Martigues et sur le territoire métropolitain. Elle est donc l'un des maillons de la chaîne de valeur et participe au développement et à l'ancrage de la filière cinéma et audiovisuel sur le territoire et ainsi à la création d'activités et d'emplois.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et Financier;
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de territoire ;
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que l'Association Cinémagis Provence participe à la création d'activités et d'emplois sur notre territoire ;
- Que le rôle de l'Association Cinémagis Provence est important pour valoriser la filière cinéma et audiovisuel, source de retombées économiques conséquentes pour notre territoire ;

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est attribuée une subvention de fonctionnement d'un montant de 5 000 euros au titre de l'exercice 2019 à l'Association Cinémagis Provence qui sera versée conformément au règlement Budgétaire et Financier approuvé par délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 avril 2016.

#### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120- Nature 65748 - Fonction 65.

#### **Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

#### **6. Association Initiative Pays de Martigues et le Territoire du Pays de Martigues - Approbation et signature d'une convention d'objectifs à l'Association Initiative Pays de Martigues-Attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2019**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article 5218-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

Par délibérations du Conseil de la Métropole n°HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Dans le cadre de ses compétences en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues fusionnée au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et l'Association Initiative Pays de Martigues, ont conclu une convention de coopération, approuvée par délibération n°2013-205 du 19 décembre 2013 modifiée par la délibération n°2015-189 du 19 novembre 2015 fixant, pour une durée de 5 ans les conditions du soutien de la Communauté d'Agglomération du Pays de Martigues aux activités proposées par l'association.

L'Association Initiative Pays de Martigues (IPM) a pour objet de déceler et favoriser l'initiative créatrice d'emplois, d'activités de biens et de services nouveaux par l'appui à la création, à la reprise ou au développement de TPE ou PME. Dans le cadre de son activité, IPM soutient les porteurs de projet par l'octroi d'un prêt personnel sans intérêt ni garantie, un accompagnement, un parrainage d'un cadre ou chef d'entreprise bénévole et un suivi technique personnalisé.

IPM contribue également à la mobilisation d'autres dispositifs de soutien aux TPE et PME, tels que le dispositif Mon Projet d'Entreprise ou ARDAN.

Ainsi, sur les trois années précédentes, l'Association Initiative Pays de Martigues a permis l'accueil, le conseil et l'orientation d'environ 150 personnes, la création ou la reprise de plus de cinquante entreprises et la création ou le maintien de plus de 70 emplois.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association Initiative Pays de Martigues proposent de conclure de nouveau une convention d'objectif pour l'année 2019-2021.

Afin de permettre à l'Association Initiative Pays de Martigues de poursuivre ses missions, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 106 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La Loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 Avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

### **Où le rapport ci-dessus,**

### **Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,**

### **Considérant :**

- Que le rôle de l'Association Initiative Pays de Martigues est important pour la valorisation de la création et du développement d'activités et d'emplois sur le territoire.

### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'Association Initiative Pays de Martigues durant trois ans de 2019 à 2021.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 106 000 euros à l'Association Initiative Pays de Martigues au titre de l'année 2019.

#### **Article 3 :**

L'attribution de la présente subvention est conditionnée par l'approbation du Budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence et des Etats Spéciaux 2019

#### **Article 4 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120-Nature 65748-Fonction 65.

#### **Article 5 :**

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

#### **Article 6:**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

### **Avis sur les rapports présentés sur saisine de la Présidente de la Métropole**

#### **Finances, Administration Générale**

- 1. Avis n° 2019-001-Approbation d'une garantie d'emprunt à la SA HLM Grand Delta Habitat pour le financement de l'opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux Résidence Saint Roch située 13 avenue de Paradis Saint-Roch à Martigues.**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est sollicitée pour accorder sa garantie destinée à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements sociaux Résidence Saint Roch située 13 avenue de Paradis Saint Roch à Martigues.

Portée par la SA HLM Grand Delta Habitat, cette opération d'un montant total de 4 383 611 euros est financée par un emprunt de 3 314 859 euros proposé par la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette opération bénéficie d'une garantie à hauteur de 45 % par la ville de Martigues.

L'obtention de ces prêts est conditionnée par la mise en place d'une garantie d'emprunt conjointe de la Métropole Aix-Marseille-

Provence à hauteur de 55 % soit 1 823 172,45 euros.

L'analyse financière de la SA HLM Grand Delta Habitat, effectuée à partir de son bilan 2017 met en évidence un actif comptable égal à 1 312 596 006 euros, et un passif réel (dettes) correspondant à 982 811 552 euros. L'actif net comptable s'élève donc à 329 784 454 euros. Cet actif est bien inférieur à la valeur réelle dans la mesure où il se compose principalement de biens immobiliers dont la valeur réelle est supérieure à la valeur au bilan. Le résultat comptable 2017 est bénéficiaire de 21 601 164 euros.

Il est par conséquent proposé de faire droit à cette demande de garantie, qui permettra de réaliser l'opération d'intérêt public correspondante.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2252-1 à L2252-5 ;
- La loi n°88-13 du 5 janvier 1988 dite loi Galland;
- La loi n° 91-662 du 13 juillet 1991 (loi d'orientation pour la ville) ;
- Le décret n° 88-366 du 18 avril 1988 ;
- L'arrêt de la Cour d'Appel de Bordeaux du 20 décembre 2005, acté par l'Etat dans la circulaire n° NOR INT/B/06/00041/C ;
- La délibération FAG 004-1738/17/CM du 30 mars 2017 approuvant dans le cadre des garanties d'emprunt l'application d'une procédure de vote complémentaire pour les emprunts de la Caisse des Dépôts et Consignations
- La délibération FAG 015-4064/18/CM du 28 juin 2018 relative à l'approbation du règlement et conditions générales d'octroi des garanties d'emprunts ;
- La délibération du 13 décembre 2018 relative à la délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- Le contrat de Prêt N° 87812 en annexe signé entre la SA HLM Grand Delta Habitat et la Caisse des Dépôts et Consignations ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- L'intérêt, pour la Métropole Aix-Marseille-Provence, de soutenir une production équilibrée de logements sociaux sur son territoire.

**Emet un avis favorable** sur l'accord de la garantie d'emprunt de la Métropole Aix-Marseille-Provence à hauteur de 55 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 3 314 859 euros souscrit par la SA HLM Grand Delta Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt N° 87812.

Ce prêt, constitué de quatre lignes du prêt, est destiné à financer une opération d'acquisition en VEFA de 29 logements Résidence le Saint-Roch située 13 avenue de Paradis Saint-Roch à Martigues.

La garantie de la Métropole Aix-Marseille-Provence est accordée pour la durée totale du contrat de prêt (durée de l'amortissement et du préfinancement), et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SA HLM Grand Delta Habitat dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à la SA HLM Grand Delta Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Il est précisé que, si la durée de préfinancement retenue par la SA HLM Grand Delta Habitat est inférieure à douze (12) mois, les intérêts courus pendant cette période sont exigibles au terme de celle-ci et si cette durée est égale ou supérieure à douze (12) mois, les intérêts feront l'objet d'une capitalisation sauf si la SA HLM Grand Delta Habitat opte pour le paiement des intérêts de la période.

La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

En contrepartie de sa garantie, la Métropole Aix-Marseille-Provence bénéficiera de trois (3) logements réservés concernant ladite opération.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention de garantie d'emprunt entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la SA HLM Grand Delta Habitat.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

**Emploi, Formation Professionnelle, Insertion**

**2. Avis n° 2019-002-Demande de subventions à la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur pour les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi des Territoires du Pays de Martigues et du Pays d'Aix**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de leurs compétences en matière d'emploi, formation et insertion le Territoire du Pays d'Aix et le Territoire du Pays de Martigues fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le 1er janvier 2016, soutiennent depuis plusieurs années, la création et le renouvellement des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, dispositifs portés en gestion internalisée aux services métropolitains

Les protocoles 2018-2022 des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, signés par l'Etat, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, et le Conseil Départemental 13 et la Métropole Aix-Marseille constituent le cadre d'intervention de l'animation territoriale conduite dans le cadre de ces dispositifs. Cofinancés par les partenaires signataires, les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi bénéficient de financements européens dans le cadre du Programme Opérationnel National 2014-2020 Emploi et Inclusion au titre de l'axe 3.

Ce cadre définit les orientations stratégiques pour contribuer à la politique de cohésion économique et sociale financée par les fonds structurels européens, dont le Fonds Social Européen.

Les Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi sont un des instruments inscrits dans l'orientation stratégique du soutien de l'emploi, de la valorisation du capital humain et de l'inclusion sociale.

La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998, relative à la lutte contre les exclusions précise que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de

favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté.

A ce titre, le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi a pour fonction non seulement d'être une plateforme partenariale au sein de laquelle se coordonnent les programmes et les actions en matière d'emploi et d'insertion, mais aussi d'individualiser les parcours d'insertion professionnelle des personnes les plus éloignées de l'emploi.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence pour le compte des deux PLIE du Pays d'Aix et de Pays de Martigues, portés en gestion internalisée sollicite le renouvellement de la subvention de fonctionnement auprès du Conseil Régional à hauteur de 50 000 euros au titre des actions relations avec le monde économique et mise en œuvre de la clause sociale pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays d'Aix et à hauteur de 40 500 euros au titre des actions relations avec le monde économique, la mise en œuvre de la clause sociale et de la promotion de la formation pour le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi du Pays de Martigues pour l'année 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions et la circulaire DGEFP 99-40 du 21 décembre 1999 précisant que le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi constitue un dispositif de mise en cohérence des interventions publiques au plan local afin de favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des personnes les plus en difficulté ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Emet un avis favorable** sur la sollicitation des deux subventions pour l'année 2019 d'un montant global de 90 500 euros auprès de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dans le cadre des Plans locaux pour l'Insertion et l'Emploi du Territoire du Pays d'Aix à hauteur de 50 000 euros et du Territoire du Pays de Martigues à hauteur de 40 500 euros.

La recette de 90 500 euros sera constatée en recette de fonctionnement au chapitre 74 Nature 7472 du budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence 2019.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

### **Transports, Déplacements et Accessibilité**

#### **3. Avis n° 2019-003-Approbation d'une convention de partenariat avec Enedis pour le développement de l'électromobilité**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

L'opération baptisée « larecharge » prévoit un déploiement maximum de 275 bornes à deux points de charge (puissance 22KVA par point de charge) pour un investissement de 3 millions d'euros HT inscrit au budget annexe des transports publics. Ce service permet aux automobilistes de recharger leur véhicule électrique.

Pour l'installation de chaque borne de recharge, il est nécessaire de réaliser une

demande de raccordement au réseau électrique. Ces démarches doivent être réalisées auprès d'ENEDIS, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité pour le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'objet de la présente convention est de faciliter la procédure de raccordement par notamment la mise à disposition, par ENEDIS, d'un outil internet permettant de connaître directement la faisabilité technique du raccordement au réseau électrique.

Le territoire de la Métropole est découpé par ENEDIS en trois secteurs géographiques. Un chargé d'affaire sera désigné par ENEDIS pour chaque secteur géographique et sera la porte d'entrée unique de la Métropole. Il sera informé du projet et des spécifications techniques et administratives de ces raccordements (différents des raccordements classiques). Il permettra aussi une meilleure coordination des travaux.

La présente convention de partenariat est sans incidence financière. Elle est conclue pour une période de 3 ans.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°18/7475/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## **Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une convention de partenariat avec ENEDIS pour accélérer le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention avec ENEDIS pour le développement de l'électromobilité.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

## **Urbanisme et Aménagement**

- 4. Avis n° 2019-004-Approbation de l'avenant N°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille pour la réalisation d'un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte.**

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Les rives Nord du chenal de Caronte, situées sur les communes de Martigues et de Port-de-Bouc, concentrent des enjeux de grande importance pour le Pays de Martigues, le Grand Port Maritime de Marseille et, au-delà, pour l'espace métropolitain. Ce site historique d'implantation d'activités industrielles et portuaires constitue aujourd'hui un espace en mutation.

De nombreux projets de nature et d'objet différents prennent place sur ce site en devenir. Il est important qu'une réflexion globale prenant en compte l'ensemble des problématiques et les différentes logiques d'acteurs puissent s'exprimer.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille ont souhaité réaliser conjointement un schéma directeur d'aménagement et de développement des rives Nord du chenal de Caronte.

Ainsi, par délibération n° URB 032-1112/16/CM du 17 octobre 2016, le Conseil de la Métropole a approuvé une convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le



Grand Port maritime de Marseille pour assurer la réalisation de cette étude.

Par ailleurs, afin de prendre en compte les ajustements de l'enveloppe financière qui avait été estimée pour la réalisation de l'étude, le Bureau de la Métropole a approuvé par délibération n° URB 007-1574/17/BM du 9 février 2017 la modification de cette convention.

Le lancement de l'étude ayant pris du retard, le calendrier prévisionnel mentionné dans l'article 6 de la convention est désormais obsolète. C'est pourquoi il a été décidé, en accord entre les parties, d'établir un avenant N°1 à ladite convention afin de réactualiser ce calendrier.

Les autres conditions de la convention restent inchangées.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 032-1112/16/CM du 17 octobre 2016 approuvant la convention constitutive d'un groupement de commande entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port maritime de Marseille ;
- La délibération n° URB 007-1574/17/BM du 9 février 2017 modifiant cette convention ;
- La délibération n° FAG 065-3084/17/CM du 14 décembre 2017 approuvant la mise en autorisation de programme des opérations d'investissement du Territoire du Pays de Martigues au budget principal dont l'opération 2017613000 « schéma directeur de Caronte » ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'établir un avenant N°1 à la convention de groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille afin de réactualiser le calendrier prévisionnel mentionné à l'article 6 de cette même convention.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de l'avenant N°1 à la convention constitutive d'un groupement de commandes entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et le Grand Port Maritime de Marseille.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**5. Avis n° 2019-005-Vente d'une parcelle de terrain comprise dans la zone d'activités des Etangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts à la Société FDM Consultants**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence par délibération du 19 octobre 2017 N°URB 071-2570/17/BM a approuvé la vente de la parcelle de terrain cadastrée AO 264, d'une superficie de 2 046 m<sup>2</sup> composant le lot 45 de la ZAC des Étangs reconnue d'intérêt communautaire le 11/07/2006, sise sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, à la Société FDM Consultants représentée par Madame Françoise Moncho au prix de vente de 153 588 euros TTC soit 65 euros/m<sup>2</sup> HT avec un délai de validité du compromis fixé au 31 décembre 2018.

Ce délai étant à ce jour échu, il est proposé d'établir un nouveau compromis de vente, aux mêmes conditions, avec un délai de validité du compromis au 30 juin 2019 permettant à l'acquéreur de purger le droit des tiers suite à l'obtention du permis de construire le 3 décembre 2018.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**



- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de France Domaine du 16 juin 2017 N°2017-098V0953 ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Emet un avis favorable** sur la vente à la Société FDM Consultants représentée par Madame Françoise Moncho de la parcelle de terrain cadastrée AO 264, d'une superficie de 2 046 m<sup>2</sup> composant le lot 45 de la ZAC des Étangs au prix de vente de 153 588 euros TTC soit 65 euros/m<sup>2</sup>.

Le délai de validité du compromis est fixé au 30 juin 2019.

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant.

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la Société FDM Consultants.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur la S/Politique B420 - Fonction 632 - Nature 775, du Budget Principal de la Métropole.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

6. **Avis n° 2019-006-Acquisition à la SEMIVIM d'une parcelle de terrain édifiée d'une construction avenue Auguste Baron lieu-dit Figuerolles sur la commune de Martigues destinée à accueillir le pôle entrepreneurial du territoire du Pays de Martigues**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquérir à l'amiable à la SEMIVIM la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m<sup>2</sup> édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 400 000 euros T.T.C. auquel s'ajoute 50 000 euros TTC de mobilier.

Ce bâtiment est destiné à devenir le pôle entrepreneurial du Pays de Martigues dans lequel des espaces coworking et collaboratif, des salles de réunion et des bureaux seront mis à disposition des entreprises.

Conformément aux articles L.1311-9 et suivants du Code général des collectivités territoriales, l'acquisition objet de la présente délibération doit être précédée d'une demande d'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat (DIE) sur la valeur vénale du bien ; et la Métropole doit délibérer au vu de cet avis. Cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de la DIE.

En l'espèce, la DIE a été saisie par lettre recommandée avec accusé de réception datée du 11 janvier. L'avis est donc à ce jour réputé donné.

Les frais d'actes seront à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- L'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du  
Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que dans le cadre de sa compétence économique, la Métropole Aix-Marseille-Provence se propose d'acquérir à l'amiable à la SEMIVIM la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m<sup>2</sup> édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 400 000 euros T.T.C. auquel s'ajoute 50 000 euros TTC de mobilier ;
- Que ce bâtiment est destiné à devenir le pôle entrepreneurial du Pays de Martigues ;
- Que l'avis de la Direction de l'immobilier de l'Etat a été donné par voie tacite.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de l'acquisition à l'amiable à la SEMIVIM de la parcelle de terrain édifiée d'une construction cadastrée BH 303 partie, d'une superficie de 2 257 m<sup>2</sup> édifiée d'un bâtiment d'une superficie de plancher d'environ 677 m<sup>2</sup> pour un montant de 2 400 000 euros T.T.C auquel s'ajoute 50 000 euros TTC de mobilier.

Maître Durand-Guériot en l'office notarial de Martigues est désigné pour rédiger l'acte authentique en résultant,

L'ensemble des frais notariés lié à cette procédure est à la charge de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues sous le numéro d'opération 2019610100.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES  
ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

- 7. Avis n° 2019-007-Cession des parcelles n° AO 279 pour une surface de 2 632 m<sup>2</sup> (lot 5) et n° AO 280 pour une surface de 1 572 m<sup>2</sup> (lot 6) situées sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, Parc des Étangs, au profit de l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie »**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La commune de Saint-Mitre-les-Remparts souhaite favoriser l'implantation sur son territoire d'un collège de l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint Louis – Sainte Marie » et d'un gymnase.

La commune a identifié un tènement foncier dont les caractéristiques permettent d'accueillir ce projet.

Ce tènement se compose des lots 5 et 6 du Parc des Étangs pour une surface totale de 3 934 m<sup>2</sup>, propriété de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

La commune a donc sollicité la Métropole pour que ces lots puissent être vendus à l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » en vue de la réalisation dudit projet.

Concernant la cession des lots 5 et 6 compris dans le « Parc des Étangs », Le Pays de Martigues a approuvé par délibération n° CC 2013-017 du 14 mars 2013 la concession d'aménagement de l'opération du Parc des Étangs sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, signée le 22 avril 2013, avec la Société Publique Locale d'Aménagement du Pays de Martigues Aménagement SPLA PMA à laquelle s'est depuis substituée la SEMIVIM.

Le traité de concession étant arrivé à échéance le 30 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence est subrogée de plein droit dans les droits et obligations de l'Aménageur, propriétaire de l'ensemble des biens destinés à être cédés aux tiers et non encore revendus, tenue de reprendre pour l'avenir, l'exécution de la totalité des engagements pris par l'Aménageur pour l'exécution de sa mission, à l'exclusion de ses salariés.

Le transfert de propriété du foncier entre la SEMIVIM et la Métropole Aix-Marseille-Provence est en cours de régularisation.

Afin de garantir les équilibres financiers de cette opération, la Métropole entend poursuivre en régie la commercialisation de la zone en maintenant le prix pratique sur cette opération depuis son origine soit 69 euros/m<sup>2</sup> de terrain aménagé. La Métropole a saisi les Domaines qui ont confirmé ce prix de cessions.

L'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » souhaite se porter acquéreur des lots 5 et 6 pour une surface de 3 934 m<sup>2</sup> pour un montant de 69 €/m<sup>2</sup> correspondant aux parcelles suivantes :

- lot 5 – AO 279 pour une surface de 2 362 m<sup>2</sup>,
- lot 6 – AO 280 pour une surface de 1 572 m<sup>2</sup>.

Il est précisé que l'ensemble des frais de notaire et de géomètre liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

L'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie » souhaite se porter acquéreur de l'ensemble de ces biens pour un montant de 271 446 euros, conformément à l'avis des domaines.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La délibération n° URB 002-617/16/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 30 juin 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Président et au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence pour les missions foncières ;
- La délibération n° URB 030-4648/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 18 octobre 2018 approuvant le bilan de clôture de la concession d'aménagement « Parc des Étangs » avec la SEMIVIM ;
- La délibération n° FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la cession des parcelles suivantes :

- AO 279 pour une surface de 2 632 m<sup>2</sup> (lot 5),
- AO 280 pour une surface de 1 572 m<sup>2</sup> (lot 6),

situées sur la commune de Saint-Mitre-les-Remparts, Parc des Étangs, au profit de l'Association « Établissement Catholique d'Enseignement Saint-Louis – Sainte-Marie », pour un montant de 271 446 euros, payable comptant le jour de signature de l'acte authentique.

L'ensemble des frais liés à cette procédure est à la charge de l'acquéreur.

Les recettes correspondantes seront inscrites sur le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'opération DUFE 07/19 – ZAC des Étangs – Saint-Mitre – Chapitre 77.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

### **AVIS FAVORABLE**

**Nombre d'abstentions : 12**

**Nombre d'avis contre : 1 (M.**

**DELAHAYE Stéphane)**

**Nombre d'avis favorables : 8 (Mme ALIPHAT – M. DIDERO – M. DI MARIA – M. MUTERO – Mme QUAGLIATA – M. OLIVE – Mme PEPE – Mme PERACCHIA)**

\*\*\*\*\*

### **Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur**

#### **8. Avis n° 2019-008-Attribution d'une subvention à l'association Pays d'Aix Développement pour l'abondement du dispositif "Aix-Marseille-Provence Amorçage" - Approbation d'une convention**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Compte tenu de la politique d'actions en matière de développement économique qu'elle met en place en direction de la population, la Métropole Aix-Marseille-Provence entend établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine.

Dans ce cadre, l'association Pays d'Aix Développement a notamment pour objet statutaire « avec l'appui de ses partenaires publics, de promouvoir l'économie du territoire, de favoriser et valoriser la création, l'implantation, la reprise et le développement d'entreprises en apportant aux acteurs concernés un soutien technique, administratif, promotionnel et, pour les porteurs de projets éligibles, un soutien financier par l'octroi notamment de prêts d'honneur sans intérêt ni garantie. » Ce dispositif de soutien financier à l'échelle du territoire métropolitain est

dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage (AMPA),

Dans ce cadre, la Métropole souhaite apporter un soutien à cette action de l'association Pays d'Aix Développement. En l'espèce, ce soutien s'est manifesté par une délibération de principe de la Métropole du 18 octobre 2018 n° ECO 002-4587/18/CM ainsi qu'une convention cadre entre l'Etat, l'association et la Métropole pour la mise en place, sur le périmètre métropolitain, du dispositif AMPA.

Par cette délibération, l'Etat et la Métropole se sont engagés à soutenir le déploiement du dispositif AMPA. Ce soutien sera matérialisé par la participation de ces institutions dans le comité de sélection et dans le comité d'engagement chargés de sélectionner les entreprises.

En outre, conformément à la convention cadre entre ces institutions et l'association, la Métropole abondera le fonds via une subvention annuelle par Conseil de Territoire versée à l'association. Le soutien de l'Etat sera matérialisé par les fonds de revitalisation susceptibles d'être mobilisés. Le dispositif AMPA sera également alimenté par les remboursements des prêts octroyés aux porteurs de projets et par des participations bancaires, le cas échéant.

Concrètement, le dispositif d'amorçage interviendra sous forme de prêt à taux 0 d'un montant maximum de 40 000 € versé en amont de la création d'une entreprise technologique ou innovante, permettant de financer notamment la réalisation de prototypes ou des dépenses de protection de l'innovation. L'association Pays d'Aix Développement, au regard de son objet statutaire et de son expertise assurera la gestion et le fonctionnement des prêts personnels à un porteur de projet.

Aussi, il est proposé à chaque territoire, via les états spéciaux, de participer à ce dispositif en fonction de son « poids économique » lequel a été calculé pour chaque territoire en fonction du nombre d'entreprises, du nombre d'emplois et de la Contribution Économique Territoriale (CET) versée par les entreprises.

Pour le budget 2019, il est par conséquent proposé les participations suivantes :

- ..138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- ..100 000 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aix
- ..20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais
- ..20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
- ..27 600 euros pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence

- . 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

Soit au total, une participation financière de la Métropole à hauteur de 321 000 €.

En outre, en sus du soutien de l'action AMPA, le Conseil de Territoire du Pays d'Aix et le Conseil de Territoire Marseille Provence souhaitent attribuer une subvention de fonctionnement pour l'exercice 2019 d'un montant de 498 000 euros (474 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix et 24 000 euros pour le Territoire Marseille Provence). Cette subvention fera l'objet d'une délibération spécifique des Conseils du Territoire.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 7 avril 2016 adoptant le Règlement Budgétaire et Financier de la Métropole ;
- La délibération n° ECO 002-4587/18/CM du Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018 pour la mise en place du Fonds Aix-Marseille-Provence Amorçage pour le soutien aux entreprises innovantes – Approbation d'une convention cadre entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association Pays d'Aix Développement ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

#### **Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Dans le cadre de la compétence développement économique, la volonté de l'ambition la Métropole Aix-

Marseille-Provence d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation. d'établir des relations avec toute personne physique ou morale, notamment de statut associatif, dont l'activité est considéré d'intérêt général dans ce domaine ;

- Que conformément aux statuts de l'association Pays d'Aix Développement, celle-ci octroie des prêts d'honneurs sans intérêt ni garantie aux porteurs de projet de création d'entreprises technologiques et innovantes ;
- Que les prêts d'honneurs de cette association sont alimentés par un fonds dénommé Aix-Marseille-Provence Amorçage ;
- L'ambition de la Métropole d'affirmer sa vocation de territoire d'innovation et d'expérimentation en alimentant ce fonds ;
- Que conformément à la convention cadre conclut entre l'Etat, la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'association, ce fonds sera en outre alimenté par un abondement de la Métropole via une subvention annuelle par Conseil de Territoire.

**Emet un avis favorable** sur l'attribution à l'association Pays d'Aix Développement une subvention de 321 000 euros au titre de l'année 2019, répartie comme suit :

- 138 000 euros pour le Conseil de Territoire Marseille-Provence
- 100 000 euros pour le Conseil de Territoire du pays d'Aix
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays Salonais
- 20 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
- 27 600 euros pour le Conseil de Territoire Istres-Ouest-Provence
- 13 800 euros pour le Conseil de Territoire du Pays de Martigues

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention relative à l'octroi d'une subvention portant sur le dispositif Aix-Marseille-Provence Amorçage.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

- l'Etat Spécial de Territoire de Marseille-Provence sur la ligne B320/61/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays Salonais sur la ligne 020/60/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile sur la ligne B340/65/65748

- l'Etat Spécial de Territoire Istres-Ouest-Provence sur la ligne 65/65748
- l'Etat Spécial de Territoire du Pays de Martigues sur la ligne B370/62/65748.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### **9. Avis n° 2019-009-Budget principal - Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement pôle entrepreneurial**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération « pôle entrepreneurial » a pour objectif l'acquisition d'un bâtiment et du mobilier pour y implanter le pôle entrepreneurial du territoire : création d'un outil adapté et dédié à tous les professionnels du territoire qu'ils soient étudiants, créateurs d'entreprises, TPE, PME et grandes entreprises, personnes en reconversion professionnelle.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'agenda du développement économique et en particulier de l'orientation stratégique N°5 « construire la métropole entrepreneurial et innovante ».

Ce « tiers lieu » répondra aux attentes et besoins de ces différents publics et participera au développement de l'activité économique du territoire tout en créant du lien entre les différents acteurs. Il comportera entre autres un espace de co-working, des bureaux et salle de réunion mutualisés et pourra accueillir des structures d'aide à la création et au développement d'entreprise.

#### **2019610100 : Pôle entrepreneurial**

Montant : 2.550.000 euros T.T.C

CP 2019 : 2.550.000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 151-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « pôle entrepreneurial » du territoire du Pays de Martigues,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « pôle entrepreneurial » du territoire du Pays de Martigues,

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**10. Avis n° 2019-010-Budget principal – Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement réserve foncière économique – secteur Campéou Martigues »**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'opération « réserve foncière économique-secteur Campéou » a pour objet la réalisation d'étude de programmation et d'acquisition foncière d'un terrain d'environ 10 ha à vocation de zone d'activité économique.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'agenda du développement économique en visant la production d'une offre de foncier commercialisable à destination particulièrement des industries de la filière stratégique « cinéma et audiovisuel ».

**2019610200 : Réserve foncière économique – Secteur Campéou Martigues**

Montant : 1.110.000 euros T.T.C

CP 2019 : 320.000 euros T.T.C

CP 2020 : 790.000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 151-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Où le rapport ci-dessus,

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « réserve foncière économique – secteur Campéou Martigues » du territoire du Pays de Martigues,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement « réserve foncière économique – secteur Campéou Martigues » du Territoire du Pays de Martigues,

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

### **Mer, Littoral et Ports, protection et mise en valeur des espaces maritimes et naturels**

#### **11. Avis n° 2019-011-Budget principal – Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement « travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte »**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La présente opération a pour objectif une participation au GPMM, gestionnaire des ouvrages, pour les travaux de rénovation et de sécurisation du pont levant de Martigues qui est un ouvrage essentiel, avec le viaduc autoroutier de Martigues, pour franchir le canal de Caronte et ainsi relier l'est et l'ouest de la métropole par voie routière et le « silo de Verminck » sur le quai de Caronte.

#### **2019610300 : Travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte**

Montant de l'Autorisation de Programme : 650.000 euros T.T.C

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement s'établit comme suit :

CP 2019 : 500.000 euros T.T.C

Exercices suivants : 150.000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret N°2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération FAG 151-13/12/18 CM du Conseil de la Métropole du 17 mars 2016 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement « travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte » du territoire du Pays de Martigues,
- Qu'il sera nécessaire à l'exercice budgétaire concerné d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la création et l'affectation d'opération d'investissement 2019610300 « travaux rénovation et sécurisation du pont levant Martigues et du silo Verminck quai de Caronte » du territoire du Pays de Martigues, code AP 196020BP et programme 02 « Activité portuaire et de plaisance pour un montant de 650 000 euros TTC.

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

## **Informations**

### **Informations diverses du Président du Conseil de Territoire aux conseillers territoriaux**

Décisions prises par le Président par délégation de pouvoir du Conseil de Territoire

Les Délibérations

Conseil du 27 Mars 2019



METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Conseil de Territoire du Pays de Martigues

**SEANCE DU 27 MARS 2019**

L'an deux mille dix-huit, le **27** du mois de **Mars** à 17 Heures 30 le Conseil de Territoire, légalement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances.

Etaient présents

Mme Béatrice **ALIPHAT**, M. Henri **CAMBESSÉDÈS**, M. Gaby **CHARROUX**, M. Marc **DEPAGNE**, M. Stéphane **DIDERO**, Mme Patricia **FERNANDEZ-PEDINIELLI**, M. Emmanuel **FOUQUART**, M. René **GIORGETTI**, Mme Béatrice **GIOVANELLI**, Mme Eliane **ISIDORE**, M. Jean-Jacques **LUCCHINI**, M. Jean-Pierre **MUTERO**, Mme Régine **PERACCHIA**, Mme Rose-Marie **QUAGLIATA**, M. Florian **SALAZAR-MARTIN**, Mme Evelyne **SANTORU-JOLY**

Excusés avec pouvoir

Mme Sophie **DEGIOANNI** - Pouvoir donné à M. Henri **CAMBESSÉDÈS**  
M. Stéphane **DELAHAYE** - Pouvoir donné à Mme Régine **PERACCHIA**  
Mme Nathalie **LEFEBVRE** - Pouvoir donné à M. Gaby **CHARROUX**  
M. Robert **OLIVE** - Pouvoir donné à Mme Eliane **ISIDORE**

Excusés sans pouvoir

M. Jean-Luc **DI MARIA** - Mme Françoise **EYNAUD** - Mme Virginie **PEPE**

Conformément à l'article L.2121-15 du CGCT, Mme Evelyne **SANTORU-JOLY** a été désignée **secrétaire de séance**.

**1. N°2019-007-Budget principal – Adoption de la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2019 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues**

Rapporteur : M. Gaby CHARROUX

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Comme pour le Budget Primitif la Décision Modificative n°1 est établie selon la nomenclature M57, elle se caractérise principalement par des ajustements de crédits en investissement nécessaires à l'exécution de la gestion depuis le vote du Budget Primitif le 7 Décembre 2018.

La Décision Modificative qui ne concerne que l'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues est présentée en annexe et s'équilibre en dépenses et en recettes comme indiqué ci-après

Il est proposé que le Conseil de Territoire, approuve la Décision Modificative n°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues comme suit :

Territoire	Fonction nement	Investisse ment	Total
Territoire du Pays de Martigues	Dép : 0 €	Dép : 0 €	0 €
	Rec : 0 €	Rec : 0 €	0 €

La dotation de gestion inscrite au Budget Primitif reste identique.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues s'étant prononcé par l'adoption de son Etat Spécial dans les conditions précisées dans l'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé que le Conseil de Territoire, arrête la Décision modificative N°1.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après:

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 Aout 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Le décret n°2015-1520 du 23 Novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.
- La délibération n°HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts
- La délibération n° 2018-032 du Conseil de Territoire du Pays de Martigues en date du 7 décembre 2018 approuvant l'État Spécial de Territoire 2018.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvée la Décision Modificative N°1 de l'Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues arrêtée aux chiffres suivants :

Territoire	Fonction nement	Investisse ment	Total
Territoire du Pays de Martigues	Dép : 0 €	Dép : 0 €	0 €
	Rec : 0 €	Rec : 0 €	0 €

**Article 2 :**

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**2. N°2019-008-Association pour le Développement Local du Pays Martégal et le Territoire du Pays de Martigues - Approbation et signature d'une convention d'objectifs à L'Association pour le Développement Local du Pays Martégal - Attribution d'une subvention de fonctionnement spécifique - Exercice 2019.**

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Conformément à l'article 5218-2 du code général des collectivités territoriales, « sans préjudice de l'article L. 5217-2, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce les compétences qui étaient, à la date de sa création, transférées par les communes membres aux établissements publics de coopération intercommunale fusionnés en vertu du I de l'article L. 5218-1 du présent code ». Par conséquent, il appartient désormais à la Métropole Aix-Marseille-Provence de se prononcer sur le soutien accordé à ces associations.

Par délibérations du Conseil de la Métropole n°HN157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Dans le cadre de ses activités, l'association développe des actions complémentaires à l'accompagnement social proposées dans le cadre du lieu d'accueil des allocataires du RSA : des actions santé, des actions emploi, des actions logement, des actions d'insertion sociale et des actions collaboratives.

L'association propose pour l'exercice 2019 de mettre en œuvre l'action ci-dessous :

La création d'une épicerie sociale et solidaire ayant pour objectif de lutter contre les exclusions et les inégalités qu'elles soient sociales ou professionnelles.

Cette épicerie sociale et solidaire se situe à l'adresse ci-dessous :

**EPI PLUS**  
Centre Commercial les Quatre Vents  
13500 MARTIGUES

Elle sera un outil qui permettra de responsabiliser la personne en lui donnant accès à des produits d'alimentation en

dessous de la valeur commerciale tout en travaillant sur la gestion budgétaire.

L'action pourra intégrer 30 personnes par session d'accompagnement et durant 3 mois soit un volume de 120 personnes par an originaire du Territoire Pays de Martigues.

Cette action s'inscrit dans le projet éducatif à travers la mise en œuvre d'un accompagnement social adapté à la personne.

L'objectif est de favoriser l'insertion des publics en situation de précarité en leur permettant de se réapproprier une certaine autonomie.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues et l'Association Pour le Développement Local du Pays Martégal se proposent de conclure cette convention pour l'année 2019.

Et afin de permettre à l'association de mettre en œuvre cette action, il est proposé de lui accorder une subvention d'un montant de 10 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des Métropoles ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le Décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-les-Remparts ;
- La délibération n°HN 021-049/16/CM en date du 7 Avril 2016 approuvant le Règlement Budgétaire et financier
- La délibération n°FAG 002-542/16/CM en date du 30 juin 2016 relative à l'octroi de subventions aux associations par les Conseils de Territoire,
- La présentation en Commission en charge du suivi et de la cohérence des subventions accordées aux associations,

**Où le rapport ci-dessus,**

## **Entendues les conclusions du Commissaires Rapporteur,**

### **Considérant**

- L'importance de créer une épicerie sociale et solidaire sur le territoire du Pays de Martigues afin de lutter contre les exclusions et les inégalités qu'elles soient sociales ou professionnelles.

### **Délibère :**

#### **Article 1 :**

Est approuvée la convention d'objectifs avec l'Association Pour le Développement Local du Pays Martégal durant 1 an : 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvé le versement d'une subvention de fonctionnement spécifique d'un montant de 10 000 euros à l'Association Pour le Développement Local du Pays Martégal au titre de l'année 2019.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence-Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues –S/Politique E120- Nature 65748-Fonction 65-

#### **Article 4 :**

Cette délibération entrera en vigueur dès qu'elle aura acquis son caractère exécutoire.

#### **Article 5 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

### **ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

#### **3. N°2019-009-Attribution de subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues (A.A.C.S.) dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2019.**

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a

permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues pour un montant global de 63 400 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

#### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association pour l'Animation des Centres Sociaux de Martigues pour un montant global de 63 400 euros au titre de l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52- Nature 65748.

**Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 17**  
**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA - M. MUTERO Jean-Pierre)**

- 4. N°2019-010-Attribution de subvention à l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes -Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2019**

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance..

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes (le Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc) nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes (le Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc) pour un montant global de 45 953 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association pour l'Animation Socio-éducative des Comtes (le Centre Social Lucia Tichadou de Port-de-Bouc) pour un montant global de 45 953 euros au titre de l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52 - Nature 65748.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 17**  
**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre)**

\*\*\*\*\*

### **5. N°2019-011-Attribution de subvention à l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lèque - Centre Social Fabien Menot de Port-de-Bouc dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2019**

Rapporteur : Mme Evelyn SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance ;

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lèque (le Centre Social Fabien Menot) de Port-de-Bouc nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lègue (le Centre Social Fabien Menot) de Port-de-Bouc pour un montant global de 33 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association d'Animation Socio-éducative des Aigues-Douces/La Lègue (le Centre Social Fabien Menot) de Port-de-Bouc pour un

montant global de 33 000 euros au titre de l'exercice 2019.

### **Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52 - Nature 65748.

### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 17**  
**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre)**

### **6. N°2019-012-Attribution de subvention à l'Association Addiction Méditerranée dans le cadre du Contrat de Ville – Exercice 2019**

Rapporteur : Mme Evelynne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi

qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association Addiction Méditerranée propose une action visant à répondre aux problématiques d'usages de drogues et de conduites addictives et mettre en œuvre des actions de prévention et de formation.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de cette action en attribuant une subvention à l'Association Addiction Méditerranée pour un montant de 43 747 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

#### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

#### **Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

#### **Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association Addiction Méditerranée pour un montant de 43 747 euros au titre de l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52 - Nature 65748.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

#### **ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 17**  
**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre)**

#### **7. N°2019-013-Attribution de subvention à l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc (A.J.E.S.) dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2019**

**Avant de délibérer sur ce rapport, le Président informe l'Assemblée que M DEPAGNE président de l'AJES peut être considéré en vertu de l'article L.2131-11 du Code Général des Collectivités Territoriales comme "intéressé à l'affaire" quitte momentanément la salle pour le vote.**

Rapporteur : Mme Evelynne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la



Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc pour un montant global de 44 000 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

#### **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

#### **Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et le Sport de Port-de-Bouc pour un montant global de 44 000 euros au titre de l'exercice 2019.

#### **Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

#### **Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52 - Nature 65748.

#### **Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 16**  
**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre)**

## **8. N°2019-014-Attribution de subvention à l'Association Point Formation dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2019**

Rapporteur : Mme Evelynne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association Point Formation nous propose un programme d'actions afin d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions en attribuant une subvention à l'association Point Formation pour un montant global de 34 600 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique

territoriale et d'affirmation des métropoles ;

- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

**Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association Point Formation pour un montant global de 34 600 euros au titre de l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52 - Nature 65748.

**Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 17**

**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre)**

**9. N°2019-015-Attribution de subvention à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues (A.C.P.M.) dans le cadre du Contrat de Ville – Exercice 2019**

Rapporteur : Mme Evelyne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire du Pays de Martigues soumet au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- - Cohésion Sociale ;
- - Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- - Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- - Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues propose une action relative à l'identification, le renforcement et la mise en valeur des savoirs et compétences des salariés en insertion pour l'accès à un emploi.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de cette action en attribuant une subvention à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues pour un montant de 30 000 euros au titre de l'exercice 2019. Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

**Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

**Article 1:**

Est approuvé le versement d'une subvention à l'Association Les Chantiers du Pays de Martigues pour un montant de 30 000 euros au titre de l'exercice 2019.

**Article 2 :**

Est approuvée la convention définissant les conditions d'octroi d'une subvention au titre de l'exercice 2019.

**Article 3 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 - Fonction 52 - Nature 65748.

**Article 4 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à

signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

## **ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 17**  
**Nombre d'abstentions : 3 (Mme ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre)**

### **10. N°2019-016-Attribution de subvention à divers porteurs de projets dans le cadre du Contrat de Ville - Exercice 2019**

Rapporteur : Mme Evelynne SANTORU-JOLY

Monsieur le Président du Conseil de Territoire soumet au Conseil du Territoire le rapport suivant :

Par délibérations du Conseil de la Métropole n° HN 157-28/04/16/CM du 28 avril 2016 et FAG 002-542/16/CM du Conseil de la Métropole du 30 juin 2016, les subventions sont décidées par les Conseils de Territoire dans l'exercice des compétences qui leur ont été déléguées par le Conseil de la Métropole.

Le Contrat de Ville 2015-2020 du Pays de Martigues signé le 25 septembre 2015 a permis, sur la base d'un diagnostic multidimensionnel, de définir des enjeux autour de quatre axes :

- Cohésion Sociale ;
- Cadre de Vie et Renouvellement Urbain ;
- Développement de l'activité économique et de l'Emploi ;
- Prévention de la Délinquance.

Ces piliers sont irrigués par trois grands principes transversaux : la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, le respect des valeurs de la République ainsi qu'une attention particulière portée à la Jeunesse.

Mobilisant en premier lieu les politiques et les moyens de droit commun, les projets déposés en programmation doivent favoriser l'émergence d'actions cohérentes avec les nouveaux enjeux du Contrat de Ville, et promouvoir des actions diversifiées et innovantes, adaptées au territoire.

A la suite de l'appel à projets 2019 du Contrat de Ville, différents porteurs nous proposent d'intervenir dans le cadre de ces objectifs contractualisés.

Dans ce cadre, il est proposé de participer à la mise en œuvre de ces actions pour un montant global de 211 300 euros au titre de l'exercice 2019.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre la délibération ci-après :

## **Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;
- La Circulaire du 15 octobre 2014 relative aux modalités opérationnelles d'élaboration des Contrats de Ville ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 157-28/04/16/CM en date du 28 avril 2016 portant délégation de compétences du Conseil de la Métropole au Conseil de Territoire de Martigues, Port-de-Bouc, Saint-Mitre-Les-Remparts ;
- Les décisions du Comité de Pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019 répartissant les subventions du programme d'actions pour l'exercice 2019 du Contrat de Ville du Pays de Martigues.

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que le Conseil de Territoire est compétent en matière de Politique de la Ville.

**Délibère**

### **Article 1 :**

Est approuvé le versement d'une subvention globale de 211 300 euros répartis aux porteurs - actions listées dans le tableau annexé à la présente délibération au titre de l'exercice 2019.

### **Article 2 :**

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget 2019 de la Métropole Aix-Marseille-Provence – État Spécial du Territoire du Pays de Martigues S/Politique E110 – Fonction 52 – Natures 65748 – 657341 – 657382.

**Article 3 :**

Monsieur le Président du Conseil de Territoire est autorisé à prendre toutes dispositions et à signer tous documents et actes concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A LA MAJORITÉ DES ÉLUS  
PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre de voix Pour : 16**

**Nombre d'abstentions : 4 (Mme**

**ALIPHAT Béatrice – Mme QUAGLIATA**

**Rose-Marie- M. MUTERO Jean-Pierre – M.**

**FOUQUART Emmanuel)**

**ANNEXE ATTRIBUTION DE SUBVENTION A DIVERS PORTEURS – CONTRAT DE VILLE – EXERCICE 2019**

Porteur de projets	Intitulé de l'action	Coût du projet	Montant Politique de la Ville demandé	TOTAL	Etat	CD	CT-MAMP	TFPB
<b>ADDAP13</b>	Remobilisation scolaire	12 408 €	2 000 €	<b>2 000 €</b>	0 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
	Urban Sport Truck	358 845 €	10 000 €	<b>8 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>6 000 €</b>	0 €
	Chantiers éducatifs	25 032 €	3 000 €	<b>2 700 €</b>	0 €	0 €	<b>1 000 €</b>	1 700 €
<b>ADEJ</b>	Droit au quotidien – Pays de Martigues	13 000 €	12 000 €	<b>9 000 €</b>	3 000 €	3 000 €	<b>3 000 €</b>	0 €
<b>ADEVIMAP</b>	Accompagnement social et administratif des victimes de maladies professionnelles	70 750 €	2 000 €	<b>2 000 €</b>	0 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>APDL</b>	Dynamique d'accès aux soins et à la santé	19 000 €	9 000 €	<b>5 000 €</b>	3 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
	Epicerie sociale et solidaire	10 000 €	10 000 €	<b>7 000 €</b>	3 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	2 000 €
<b>APERS</b>	Aide et accompagnement des victimes	34 745 €	11 000 €	<b>11 000 €</b>	0 €	0 €	<b>11 000 €</b>	0 €
<b>APIE</b>	Repérage et accompagnement des jeunes 16/25 ans en QPV en difficulté d'insertion professionnelle	24 713 €	20 000 €	<b>20 000 €</b>	12 000 €	0 €	<b>8 000 €</b>	0 €
<b>APPART</b>	Aide éducative et budgétaire	13 738 €	10 000 €	<b>5 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>3 000 €</b>	0 €
	Dispositifs baux glissants	31 175 €	20 000 €	<b>15 000 €</b>	7 500 €	0 €	<b>7 500 €</b>	0 €
<b>Association Nickel Chrome</b>	Initiatives artistiques Mas de Pouane 1.3	26 650 €	14 000 €	<b>6 453 €</b>	2 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	2 453 €
<b>ASTI</b>	Action éducative et solidarité	29 095 €	5 000 €	<b>4 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
	Accueil et solidarité	29 065 €	5 000 €	<b>2 000 €</b>	0 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>Boxing Club – 2S La Stella</b>	Les quartiers mettent les gants	15 380 €	4 000 €	<b>1 000 €</b>	0 €	0 €	<b>1 000 €</b>	0 €
<b>CAFC La Recampado</b>	Accompagnement des crises familiales	111 947 €	10 000 €	<b>6 000 €</b>	0 €	0 €	<b>6 000 €</b>	0 €
<b>C.A Fernand Léger – Art et Créations</b>	Ateliers artistiques – Hybrid'Art	6 330 €	4 500 €	<b>4 500 €</b>	2 500 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>Caisse des écoles – Port-de-Bouc</b>	Coup de pouce clé	33 100 €	26 000 €	<b>25 000 €</b>	8 000 €	0 €	<b>17 000 €</b>	0 €
<b>CCAS de Port-de-Bouc</b>	Les ateliers du possible	12 920 €	6 530 €	<b>6 000 €</b>	2 500 €	0 €	<b>3 500 €</b>	0 €
	Permanences d'écoute et soutien psychologique – Espace Familles	4 826 €	4 470 €	<b>4 400 €</b>	2 200 €	0 €	<b>2 200 €</b>	0 €
	Pôle Logement – Eradication de l'habitat indigne	25 683 €	21 750 €	<b>20 500 €</b>	6 000 €	0 €	<b>14 500 €</b>	0 €
<b>CDOMS13</b>	Bouger âgé après	2 750 €	2 500 €	<b>2 500 €</b>	2 000 €	0 €	<b>500 €</b>	0 €
<b>Centre Hospitalier de Martigues</b>	Espace Santé Jeunes	17 000 €	17 000 €	<b>7 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>5 000 €</b>	0 €
	Hôpital promoteur en santé nutrition	8 000 €	8 000 €	<b>6 000 €</b>	3 000 €	0 €	<b>3 000 €</b>	0 €
<b>Centre Social Jacques BREL (les Amarantes)</b>	Accompagnement à la scolarité et coéducation	43 300 €	14 000 €	<b>2 000 €</b>	0 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
	Habitat, familles et cadre de vie	41 000 €	17 000 €	<b>4 000 €</b>	0 €	2 000 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>TOTAL 1</b>		<b>1 020 452 €</b>	<b>268 750 €</b>	<b>188 053 €</b>	<b>64 700 €</b>	<b>5 000 €</b>	<b>112 200 €</b>	<b>6 153 €</b>

**ANNEXE - ATTRIBUTION DE SUBVENTION A DIVERS PORTEURS – CONTRAT DE VILLE – EXERCICE 2019**

Porteur de projets	Intitulé de l'action	Coût du projet	Montant Politique de la Ville demandé	TOTAL	Etat	CD	CT-MAMP	TFPB
<b>Centre Social Nelson MANDELA (Tassy-Bellevue)</b>	Réussite éducative	17 062 €	12 532 €	<b>11 500 €</b>	4 000 €	3 500 €	<b>4 000 €</b>	0 €
	« Santé » vous bien	12 837 €	10 000 €	<b>6 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>4 000 €</b>	0 €
	Sport pour tous	19 472 €	12 200 €	<b>10 000 €</b>	3 500 €	3 500 €	<b>3 000 €</b>	0 €
	Lutter contre les mécanismes d'exclusion	17 389 €	11 489 €	<b>2 000 €</b>	0 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
	Jardin partagé « Vert'lge »	8 441 €	6 441 €	<b>6 000 €</b>	0 €	3 000 €	<b>3 000 €</b>	0 €
<b>Cinéma le Méliès</b>	TV Boucal	15 910 €	8 000 €	<b>6 000 €</b>	0 €	3 000 €	<b>3 000 €</b>	0 €
	Ateliers cinématographiques et vidéos	15 050 €	6 000 €	<b>4 000 €</b>	0 €	0 €	<b>4 000 €</b>	0 €
	Projections hors les murs/hors du commun	16 450 €	9 000 €	<b>7 000 €</b>	2 000 €	1 000 €	<b>4 000 €</b>	0 €
<b>C.A. Croix-Sainte</b>	Tous ensemble, tous foot	41 050 €	11 000 €	<b>3 000 €</b>	0 €	2 000 €	<b>1 000 €</b>	0 €
<b>Eclosion 13</b>	Ré-insertion et estime de soi	18 910 €	8 000 €	<b>4 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>Ecole des parents et des éducateurs</b>	Femmes, santé, sexualité : si on en parlait	11 200 €	10 000 €	<b>5 000 €</b>	4 000 €	0 €	<b>1 000 €</b>	0 €
<b>E.I.R</b>	Ateliers de pratiques musicales	27 570 €	15 000 €	<b>15 000 €</b>	3 000 €	2 000 €	<b>10 000 €</b>	0 €
<b>Equipes St Vincent</b>	Action sociale et budgétaire	15 574 €	10 000 €	<b>10 000 €</b>	4 000 €	0 €	<b>6 000 €</b>	0 €
<b>F.C Martigues</b>	Les filles jouent au foot au quartier	14 000 €	5 000 €	<b>3 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>1 000 €</b>	0 €
<b>GEOEB</b>	GEOEB United	18 000 €	5 000 €	<b>5 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>3 000 €</b>	0 €
<b>Graines de Soleil</b>	Accompagnement renforcé	746 609 €	6 000 €	<b>6 000 €</b>	4 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>Initiative Pays de Martigues</b>	Visites et découverte – métiers du cinéma	4 900 €	4 100 €	<b>4 100 €</b>	2 000 €	0 €	<b>2 100 €</b>	0 €
	Sensibilisation, information et amorçage	9 300 €	7 800 €	<b>6 000 €</b>	4 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>Journées de l'éloquence</b>	Atelier d'éloquence et prise de parole en public	12 600 €	8 880 €	<b>6 000 €</b>	2 000 €	1 000 €	<b>3 000 €</b>	0 €
<b>Les Ponts Levants</b>	« C'est toi qui as dit ça ? » Spectacles-rencontres	18 800 €	5 600 €	<b>4 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>Maison de l'Emploi Ouest Provence</b>	La diversité, une richesse pour l'entreprise	40 277 €	20 294 €	<b>4 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>2 000 €</b>	0 €
<b>SOS Femmes 13</b>	Permanences femmes victimes de violences conjugales	26 600 €	7 500 €	<b>7 000 €</b>	0 €	0 €	<b>7 000 €</b>	0 €
<b>Théâtre le Sémaphore</b>	Actions nomades : des quartiers au théâtre	105 165 €	10 000 €	<b>9 000 €</b>	3 000 €	0 €	<b>6 000 €</b>	0 €
<b>Transport Mobilité Solidarité</b>	Accompagnement social des publics QPV	50 349 €	33 000 €	<b>16 000 €</b>	3 000 €	0 €	<b>13 000 €</b>	0 €
<b>Université du Citoyen</b>	Accompagnement des conseils citoyens de Port-de-Bouc	9 670 €	9 064 €	<b>7 000 €</b>	4 000 €	0 €	<b>3 000 €</b>	0 €
<b>Vie Libre</b>	Mouvement d'écoute – lutte contre les addictions	4 660 €	4 000 €	<b>1 000 €</b>	0 €	0 €	<b>1 000 €</b>	0 €
<b>Ville de Martigues</b>	Structures sportives de proximité	13 246 €	5 000 €	<b>3 000 €</b>	2 000 €	0 €	<b>1 000 €</b>	0 €
<b>Ville de Port-de-Bouc</b>	Les mots au bout de la langue	18 864 €	18 480 €	<b>10 000 €</b>	6 000 €	0 €	<b>4 000 €</b>	0 €
<b>TOTAL 2</b>		<b>1 329 955 €</b>	<b>279 380 €</b>	<b>180 600 €</b>	<b>62 500 €</b>	<b>19 000 €</b>	<b>99 100 €</b>	<b>0 €</b>

<b>TOTAL 1 + 2</b>	<b>2 350 407 €</b>	<b>548 130 €</b>	<b>368 653 €</b>	<b>127 200 €</b>	<b>24 000 €</b>	<b>211 300 €</b>	<b>6 153 €</b>
--------------------	--------------------	------------------	------------------	------------------	-----------------	------------------	----------------

N.B : Lors du comité de pilotage du 1<sup>er</sup> mars 2019, l'Etat, le Conseil Départemental et les bailleurs sociaux ont donné un avis favorable au soutien des actions mentionnées ci-dessus. Les montants annoncés autres que ceux du CT6 sont prévisionnels et seront confirmés par notification officielle de l'Institution ou du bailleur.

## **Avis sur les rapports présentés sur saisine du Président de la Métropole**

### **Economie, Nouvelles Technologies, Enseignement Supérieur**

#### **1. Avis n° 2019-012-Attribution d'une subvention au profit de l'association COSENS et approbation de la convention d'objectifs**

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

COSENS est un incubateur d'entreprises créé et développé en 1998 par des entrepreneurs marseillais.

COSENS développe un écosystème favorable à la création et au développement d'entreprises responsables organisé autour de 3 pôles : couveuse, formation et co-working.

La couveuse COSENS permet aux porteurs de projet de création d'entreprise, de tester la viabilité économique de leur projet et leurs capacités au métier d'entrepreneur tout en conservant leurs droits sociaux (assurance chômage et sécurité sociale des salariés) et en bénéficiant d'un coaching individuel et de formations en entrepreneuriat.

Chaque porteur de projet contractualise sa relation avec la couveuse par le biais d'un Contrat d'Appui au Projet d'Entreprises (CAPE) d'une durée maximale de 36 mois. L'entrepreneur dispose alors du temps et des moyens nécessaires pour acquérir les savoirs, savoir-faire et savoir-être entrepreneuriaux.

Pour chacun des territoires concernés, l'objectif 2019 est le suivant :

Territoire du Pays d'Aix :	15
accompagnements en couveuse	
Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile :	10
accompagnements en couveuse	
Territoire du Pays de Martigues :	5
accompagnements en couveuse	
Territoire du Pays Salonais :	10
accompagnements en couveuse	

En complémentarité de la couveuse, COSENS dispose d'un véritable pôle formation ouvert à tous les entrepreneurs (y compris ceux non hébergés en couveuse) en amont et en aval de la création de leur entreprise.

De plus, COSENS s'est doté récemment d'un espace de co-working afin de répondre aux besoins des entrepreneurs en matière d'hébergement physique ponctuel de leurs activités.

COSENS est présent sur le Territoire du Pays d'Aix, sur le Territoire du Pays Salonais, sur le

Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile et sur le Territoire du Pays de Martigues.

Afin de pouvoir continuer à œuvrer sur les Territoires concernés, COSENS sollicite de la Métropole Aix-Marseille-Provence une subvention au titre de l'année 2019 à hauteur de 50 000 euros.

Pour les actions menées par COSENS en faveur des créateurs d'entreprise, le soutien financier de la Métropole Aix-Marseille-Provence s'élèvera à 36 000 euros.

Il sera réparti comme suit :

18 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aix
6 000 euros pour le Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Etoile
10 000 euros pour le Territoire du Pays de Martigues
2 000 euros pour Territoire du Pays Salonais

La dépense en résultant sera imputée sur l'état spécial de chaque Territoire concerné, qui présente les disponibilités nécessaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° HN 021-049/16/CM du Conseil de la Métropole du 07 avril 2016 adoptant le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**



## Considérant

- La volonté de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir un certain nombre d'associations à caractère économique qui mènent, à l'échelle de son territoire, des actions pertinentes en cohérence avec les principaux axes de sa politique de développement économique.

**Emet un avis favorable** sur l'attribution à l'association COSENS d'une subvention de 36 000 euros au titre de l'exercice 2019, répartie ainsi :

- Territoire du Pays d'Aix : 18 000 euros
- Territoire du Pays d'Aubagne et de l'Étoile : 6 000 euros
- Territoire du Pays de Martigues : 10 000 euros
- Territoire du Pays Salonais : 2 000 euros

**Emet un avis favorable** sur la convention d'objectifs avec COSENS.

Les crédits nécessaires sont inscrits sur :

L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aix sur la ligne 3A/61/65748

L'État Spécial du Territoire du Pays d'Aubagne sur la ligne 65/65748

L'État Spécial du Territoire du Pays de Martigues sur la ligne 62/65748

L'État Spécial du Territoire du Pays Salonais sur la ligne 65/7382

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

### 2. Avis n° 2019-013-Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement fonds de soutien aux sociétés de production cinématographiques.

Rapporteur : M. Florian SALAZAR-MARTIN.

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a identifié la filière Cinéma et Audiovisuel comme particulièrement stratégique dans la cadre de son Agenda du Développement économique. En effet, le Territoire de la Métropole est très en pointe sur le sujet de l'audiovisuel et se montre fort d'éléments clés qui préfigurent la filière avec l'accueil de 500 tournages par an (la ville de Marseille étant la deuxième ville de France la plus filmée), un bâtiment dédié depuis 2004 aux industries créatives : le Pôle Media de la Belle de Mai, une base de techniciens et de

professionnels de plus de 1 500 références, une présence significative sur les événements tels que le Festival de Cannes, le Salon des Terres de tournage à Paris et Los Angeles, le Festival du film d'animation à Annecy et le MIPCom pour les contenus TV et digitaux. Soucieuse de conduire une politique de soutien à la filière cinématographique et audiovisuelle, la Métropole a voté en date du 28 juin 2018 une délibération portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques.

Le Pays de Martigues multiplie également depuis déjà plusieurs années les initiatives et activités en matière de cinéma et d'audiovisuel grâce à de nombreux actifs présents sur son territoire. Ainsi, il accueille une moyenne de 80 tournages par an grâce à l'implantation sur son territoire de Provence Studios, des studios de cinéma très performants étendus sur 26 000m<sup>2</sup>, qui ont accueilli le tournage de super productions telles que Taxi 5, Les Tuche, et plus récemment Gaston Lagaffe au budget de 19 millions d'euros, mais également de nombreuses séries. Par ailleurs, le Territoire a lancé en novembre 2016 une Plateforme Cinéma et Audiovisuel afin de promouvoir et structurer la filière et de construire une stratégie de développement collaborative à l'échelle métropolitaine.

Le Conseil de Territoire du Pays de Martigues souhaite poursuivre et compléter l'action engagée dans ce domaine, en apportant aux sociétés de production cinématographique une aide financière. En conformité avec les dispositions prévues par la loi Notre, cela lui est possible uniquement en abondement d'une aide régionale préexistante, sachant que les aides régionales au cinéma s'inscrivent dans le cadre du RGEC (Règlement Général d'Exemption par Catégories) n°651/2017 du 26 juin 2014. L'aide accordée par le territoire du Pays de Martigues, en abondement de l'aide régionale, s'inscrira quant à elle dans le cadre du Règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis. Cette possibilité de cumul est d'ailleurs prévue tant par le RGEC n°651/2017 du 26 juin 2014 (art. 8.5) que par le règlement n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis (art. 5).

Le Territoire du Pays de Martigues élaborera avant d'attribuer la première aide de cette nature, un règlement circonstancié fixant les critères d'attribution de l'aide, les dépenses qui seront considérées éligibles à leur prise en

compte dans l'assiette financière totale, les modalités de versement de l'aide.

La dépense résultant de ce nouveau dispositif sera imputée sur l'état spécial du Territoire du Pays de Martigues. Ce fonds de soutien est amené à être renouvelé chaque année.

**2018610500 : Fonds de soutien aux sociétés de production**

Montant : 300 000 euros T.T.C

CP 2019 : 100 000 euros T.T.C

CP 2020 : 100 000 euros T.T.C

CP 2021 : 100 000 euros T.T.C

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
- Le règlement (UE) no 651/2014 de la commission européenne du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité ;
- Le règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis ;
- Le décret n°2015-1085 du 28 août 2015 relatif à la création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole HN009-11/16/CC du 17 mars 2016 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n°ECO 003-4137/18/CM du Conseil de la Métropole en date du 28 juin 2018 portant approbation du principe d'une intervention Métropolitaine en matière de soutien aux œuvres audiovisuelles et cinématographiques.
- La délibération n° 18-555 de la Commission permanente du Conseil régional du 29 juin 2018 approuvant la convention-type fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud

Provence-Alpes-Côte d'Azur et des établissements publics de coopération intercommunale dans le cadre de l'octroi des aides économiques.

- La délibération n°ECO 009-4286/18/BM du Bureau de la Métropole en date du 18 octobre 2018 portant approbation de la convention fixant les conditions d'intervention complémentaire de la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur et de la Métropole Aix-Marseille Provence dans le cadre de l'octroi des aides économiques.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La volonté politique de la Métropole Aix-Marseille-Provence de soutenir et structurer la filière cinématographique et audiovisuel sur son territoire et de déterminer un cadre d'intervention pour les territoires sur lesquels cette filière est déjà bien implantée et favorise le développement économique et l'attractivité.
- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement fonds de soutien aux sociétés de production du territoire du Pays de Martigues,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la création et l'affectation des opérations d'investissement Fonds de soutien aux sociétés de production.

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement opération 2018610500 Programme 15 Autres services d'intérêt métropolitain, sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

**Transports, Déplacements et Accessibilité**

3. **Avis n° 2019-014-Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau « larecharge »**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire métropolitain, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « **larecharge** », qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil de la Métropole du 18 octobre 2018.

Les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé.

L'opérateur gère en outre les abonnements et les recharges des utilisateurs. Il permet aussi aux abonnés du service « **larecharge** » d'utiliser leur carte d'abonné pour accéder à une recharge au tarif occasionnel sur tous les réseaux opérés par Bouygues.

Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à

tous les abonnés du réseau « **larecharge** », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe.

Itinérance Sortante : faculté pour l'Utilisateur Abonné d'utiliser le Point de Charge d'un autre opérateur sans relation d'aucune sorte avec cet opérateur.-

L'avantage est que Bouygues Energies Services assure l'interface avec tous les opérateurs et réseaux de mobilité, pour le compte de la Métropole Aix-Marseille-Provence, à savoir qu'il prend à sa charge l'ensemble des démarches techniques, contractuelles et financières liées à la mise en œuvre des services : signatures d'accords d'itinérance avec plus de 70 acteurs avec des prix hétérogènes, mise à disposition de l'information des points de charge sur le site internet, fixation des prix du service dans la limite maximale d'un surcoût de 25% du prix pratiqué par l'opérateur incluant les frais de GIREVE, facturation et recouvrement des transactions directement auprès de l'utilisateur abonné, règlement de l'ensemble des coûts de mise en œuvre de l'itinérance.

Pour information, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante avec un coût pour chaque réseau rendu accessible quel que soit le nombre d'utilisateurs utilisant le service. La mutualisation pour tous les réseaux opérés par Bouygues permet une rentabilité financière reposant sur le seul surcoût demandé aux usagers.

Cette convention d'itinérance sortante permet ainsi d'offrir aux abonnés du réseau « **larecharge** » un accès à tous les réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole.

Pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera dans le mois suivant la fin du Marché IRVE13.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4605/18/CM du 18 octobre 2018, portant création de nouveaux tarifs Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques (IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service
- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA009-4604/18/CM du 18 octobre 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « **larecharge** ».
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
  - La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que les IRVE seront mises en place dans le cadre du réseau « **larecharge** » qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant paiement

conformément aux tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole ;

- Que les bornes du réseau sont exploitées et supervisées en temps réel par le titulaire du marché d'exploitation des bornes, Bouygues Energies Services dans le cadre de l'offre de services Alizé
- Que Bouygues Energies Services gère les abonnements et les recharges des utilisateurs ;
- Que le réseau « **larecharge** » va être connecté à une plateforme d'interopérabilité ;
- Que Bouygues Energie et Services souhaite proposer une offre de service plus global à tous les abonnés du réseau « **larecharge** », en permettant l'itinérance sortante ou « roaming sortant » vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, tous territoires confondus, et non limités géographiquement en Europe ;
- Que pour recourir à ce service vers tous les opérateurs de mobilité connectés à la plateforme d'interopérabilité GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance sortante.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention d'itinérance sortante pour les abonnés du réseau « **larecharge** » avec Bouygues Energie et Services.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre d'avis favorables : 19**

**Nombre d'abstention : 1 (M.**

**FOUQUART Emmanuel)**

4. **Avis n° 2019-015-Approbation d'une convention avec Gireve pour l'interopérabilité entrante du réseau « larecharge »**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Face à la mauvaise qualité chronique de l'air du territoire métropolitain, l'Agenda de la Mobilité voté le 15 décembre 2016 par le Conseil de la Métropole, s'engage à favoriser le développement de véhicules privés à faibles émissions et identifie comme enjeux numéro 1, le développement à grande échelle d'un

maillage d'infrastructures de recharge électrique. De plus, la Métropole Aix-Marseille-Provence a lancé le 16 octobre 2018 avec le Département des Bouches-du-Rhône un Agenda environnemental dont le plan d'actions vise, entre autres objectifs, au développement de l'électromobilité.

Depuis le 1er janvier 2018, la compétence IRVE « Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables » est exercée par la Métropole Aix-Marseille-Provence en lieu et place des communes sur tout son territoire.

Lors du Conseil de la Métropole du 28 juin 2018, la Métropole Aix-Marseille-Provence a créé l'opération d'investissement n° 2018106700 « Infrastructures de recharge pour véhicules électriques », de 3 millions d'euros HT inscrite au budget annexe des transports publics. Cette opération prévoit un déploiement maximum de 275 bornes avec leur infrastructure de supervision. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché de groupement de commandes, soit jusqu'en 2021.

Le SMED13 a lancé fin 2016 un marché dans le cas d'un groupement de commande pour « Fourniture, installation, maintenance, supervision et exploitation d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques. La Métropole Aix-Marseille-Provence est devenue membre de fait de ce groupement de commande au 1<sup>er</sup> janvier 2018 suite au transfert de la compétence IRVE des communes. Les installations se dérouleront sur toute la durée du marché soit jusqu'en 2021.

Les premières bornes ont été mises en service en février 2019 dans le cadre du réseau « **larecharge** », qui permet aux automobilistes abonnés au réseau de recharger leur véhicule moyennant un paiement pour ce service rendu conformément aux tarifs délibérés par le Conseil Métropolitain du 18 octobre 2018.

Il est aussi possible pour les visiteurs de se recharger par carte bancaire en utilisant l'application smartphone fourni par le « mandataire de gestion » Bouygues Energies Services, dans le cadre du groupement de commande du SMED13 « IRVE13 ».

Outre ce déploiement, l'article 12 du Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques, impose à tout aménageur d'une infrastructure de recharge ouverte au public l'obligation de « *garantir, dans des conditions non discriminatoires, l'accès à la recharge et,*

*le cas échéant, le paiement afférent, par l'intermédiaire de tout opérateur de mobilité qui en fait la demande. Cette obligation est présumée satisfaite si elle est mise en œuvre par un opérateur d'infrastructure de recharge connecté à une plate-forme d'interopérabilité*

Il est donc nécessaire que le réseau « **larecharge** » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité.

Il existe actuellement seulement deux plateformes en France qui répondent aux critères du décret susmentionné : Gireve et Hubject.

Or, l'outil de gestion et de supervision du mandataire de gestion du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE. L'utilisation d'une autre plateforme d'interopérabilité nécessiterait des développements informatiques qui ne sont pas prévus au marché IRVE13.

La société GIREVE est la plateforme d'interopérabilité la plus utilisée en France.

Elle a été créée dans le but de rendre l'infrastructure de recharge visible et accessible, et de développer l'itinérance des services de charge de véhicules électriques et hybrides rechargeables. Dans ce cadre, GIREVE développe une plateforme de services permettant le référencement précis des points de charge et l'échange de données entre Opérateurs. Cette plateforme a pour but d'alimenter différents services développés par GIREVE dans l'intérêt commun de ses partenaires et clients, publics et privés.

Pour recourir à la plateforme développée par GIREVE, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante.

Cette convention d'itinérance entrante permet ainsi d'offrir aux abonnés des réseaux de la plateforme d'interopérabilité du GIREVE en Europe un accès au réseau de la Métropole « **larecharge** » sans incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Métropole. En effet pour l'itinérance entrante, le GIREVE se rémunère sur la commission ajoutée au prix de la charge facturée à l'automobiliste. De plus, la Métropole percevra via le mandataire de gestion du réseau, le montant prévu dans les tarifs pour les utilisateurs occasionnels pour chaque recharge.

La convention permettra ainsi d'augmenter les recettes.

Par contre, la plateforme GIREVE facture l'itinérance sortante (le fait que nos abonnés puissent accéder aux autres réseaux de la plateforme). La Métropole n'utilisera donc

pas ce service qui sera assurée par Bouygues Energie Services dans le cadre de la délibération **Approbation d'une convention avec Bouygues Energie Services pour l'interopérabilité sortante du réseau « larecharge »** présentée au Bureau de la Métropole du 28 mars 2019.

La présente convention prendra effet à sa signature et expirera à la fin du Marché IRVE13.

Cette convention est non exclusive. La Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à signer une convention d'interopérabilité entrante sans incidence financière avec toutes les plateformes d'interopérabilité conformes au décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 qui en feraient la demande et qui seraient interfacées avec le mandataire de gestion du réseau « larecharge ».

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération n°TRA001-1376/16/CM du Conseil de la Métropole du 15 décembre 2016, portant approbation de l'Agenda de la Mobilité Métropolitaine ;
- Le décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4152/18/CM du 28 juin 2018 portant approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement IRVE ;
- La délibération du Conseil de Métropole n°TRA010-4605/18/CM du 18 octobre 2018, portant création de nouveaux tarifs Infrastructure de recharge des Véhicules Electriques

(IRVE) et des conditions générales d'utilisation du service

- La délibération du Conseil de Métropole n° TRA009-4604/18/CM du 18 octobre 2018, portant approbation d'une convention de mandat pour la perception des recettes au titre de l'exploitation du réseau d'Infrastructure de Recharge des Véhicules Electriques (IRVE) « larecharge ».
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Que dans le cadre d'un groupement de commandes la Métropole Aix-Marseille-Provence, associée au SMED 13, déploie des infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), soit 275 bornes ;
- Que les IRVE seront mises en place dans le cadre du réseau « larecharge » qui permet aux automobilistes de recharger leur véhicule moyennant paiement conformément aux tarifs approuvés par le Conseil de la Métropole ;
- Que la société Bouygues Energies Services dispose d'un mandat pour encaisser pour le compte de la Métropole les recettes liées à l'exploitation du service réseau « larecharge »
- L'obligation pour que le réseau « larecharge » soit connecté à une plateforme d'interopérabilité ;
- Que l'outil de gestion et de supervision du mandataire du réseau est interfacé avec la plateforme d'interopérabilité GIREVE ;
- Que la plateforme d'interopérabilité développée par GIREVE répond à l'obligation susmentionnée ;
- Que dans ce cadre, il convient de conclure une convention d'itinérance entrante avec la société GIREVE.

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention d'itinérance entrante pour les abonnés du réseau « larecharge » avec GIREVE

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre d'avis favorables :** 19  
**Nombre d'abstention :** 1 (M. FOUQUART Emmanuel)

**5. Avis n° 2019-016-Approbation d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec la commune de Saint-Mitre les Remparts pour l'opération de réfection de l'extension de l'aire de stationnement de L'Europe sise avenue Charles de Gaulle**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application des dispositions combinées des lois n° 2004-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la république, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce pleinement la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Toutefois, par convention de gestion n° FAG 187-3206/17/CM approuvée par délibération du 14 décembre 2017, la Métropole Aix-Marseille-Provence, a confié à la commune de Saint Mitre les Remparts la gestion et l'exploitation de 5 aires de stationnement pour une durée d'un an, afin de finaliser l'ensemble des actes inhérents au transfert des moyens et des services. Cette convention a été prolongée d'une année supplémentaire par délibération du 18 octobre 2018 n° FAG 128-4584/18/CM

Dans le cadre de cette convention, et conformément aux articles 4, 5 de cette dernière, la Métropole peut confier à la commune, par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de travaux d'aménagement.

Compte tenu de la détérioration de l'aire de stationnement nommée « Europe » d'une capacité de 28 places, sise avenue Charles

la réfection du revêtement de cet équipement par la pose d'un enrobé de 5cm.

La réalisation de ces travaux s'étalera sur la

période du premier semestre 2019.

Le coût de cette opération s'élève à 15 765 euros HT soit 18 918 euros TTC.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La délibération FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La convention de gestion entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Mitre les Remparts au titre de la compétence « aires et parcs de stationnement » n° 17/1381 approuvée par délibération FAG 196-3215/17/CM du 14 décembre 2017;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce la compétence « aires et parcs de stationnement » sur l'intégralité de son territoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018.
- Qu'afin de finaliser les actes inhérents au transfert de compétence entre les communes et la Métropole Aix-Marseille-Provence, celle-ci a confié par convention de gestion en date du 14 décembre 2017, à la commune de Saint-Mitre les Remparts l'exercice de la compétence parcs et aires de stationnement ;
- Que la réfection de l'aire de stationnement de « L'Europe » sise avenue Charles De Gaulle est nécessaire compte tenu de la

détérioration de son revêtement ;

- Qu'en égard à la convention de gestion sus visée et à son avenant de prolongation, la Métropole peut confier par convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, la réalisation de ces derniers à la commune de Saint-Mitre les Remparts

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée, entre la Métropole Aix-Marseille-Provence et la commune de Saint Mitre les Remparts concernant l'opération de réfection de l'aire de stationnement de « l'Europe » sise avenue Charles de Gaulle

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence, Etat Spécial du Territoire du Pays de Martigues du CT6, Section d'Investissement, AP n°081 « parking » , opération n°2019610600 Programme 08 « GEI hors projets spécifiques – Nature 21728

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

- 6. Avis n° 2019-017-Approbation de la création et de l'affectation de l'opération d'investissement, concernant l'opération de réfection de l'extension de l'aire de stationnement de l'Europe à Saint Mitre les Remparts**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole a délégué au Conseil de Territoire du Pays de Martigues la gestion de la compétence des Aires de Stationnement.

La commune de Saint Mitre les Remparts souhaite réaliser la réfection du revêtement de l'aire de stationnement de l'Europe d'une capacité de 28 places, située avenue Charles de Gaulle.

Les travaux consistent à refaire le revêtement avec la pose d'un enrobé de 5 cm. Ces travaux seront réalisés par le biais d'une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la Métropole et la commune de Sainte Mitre les remparts.

L'opération d'investissement numéro 2019610600, «Aires de Stationnement » , pour un montant de 18 918 eurosTTC inscrite au budget de l'Etat Spécial du territoire du Pays

de Martigues enregistrée dans l'autorisation de programme 081 parking du programme 08 « GEI hors projets spécifiques » de la Métropole doit être affectée.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

##### **Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La délibération N°FAG 152-4969/18/CM du Conseil de la Métropole du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil au Bureau de la Métropole ;
- La lettre de saisine du Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

##### **Où le rapport ci-dessus,**

##### **Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

##### **Considérant**

- Qu'il convient de procéder à la création de l'opération et à l'affectation pour un montant total de 18 918euros TTC de l'opération d'investissement afin de permettre sa réalisation;
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents;

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement numéro 2019610600 «Aires de Stationnement» pour un montant 18 918 euros T.T.C, inscrite au budget de l'Etat Spécial de territoire du Pays de Martigues, rattachée au programme numéro 08 et intitulé « GEI hors projets spécifiques » Code AP 08 1 « parking »

Les crédits nécessaires seront inscrits dans le budget principal de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur l'Etat Spécial de territoire du Pays de Martigues section d'Investissement, opération n° 2019610600, Programme 08 GEI hors projet spécifiques, nature 21728, selon l'échéancier prévisionnel des Crédits de Paiement de l'opération affectée est établie comme suit :



CP 2019 : 18 918 euros T.T.C

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### **7. Avis n° 2019-018-Information sur le recours à la création et à la prise de participation de la Métropole Aix-Marseille Métropole au capital d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif ayant pour objet de louer des véhicules électriques en autopartage**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre de l'agenda de la Mobilité métropolitaine voté le 15 décembre 2016, la Métropole affirme vouloir accompagner le développement de l'autopartage sur son territoire.

En effet la promotion des usages partagés de la voiture est désormais une priorité au regard des impacts environnementaux, sanitaires et fonctionnels de l'autosolisme. Il s'agit de réduire le nombre de véhicules sur les routes et sur les espaces publics de stationnement, mais également de mailler progressivement les principaux centres villes et pôles d'échanges multimodaux du territoire.

A cet effet, la Métropole a mené depuis plusieurs mois une étude préalable visant à déterminer les modalités dans lesquelles elle pourrait contribuer activement au développement de l'autopartage sur son territoire (I.).

Elle envisage aujourd'hui de constituer une société coopérative d'intérêt collectif, lui permettant de s'associer avec un opérateur présent sur le marché pour développer l'offre existante, dans l'objectif de resserrer le maillage du territoire, au bénéfice, notamment, des premiers et derniers kilomètres. Il s'agit d'offrir aux habitants de la Métropole un meilleur accès aux transports, dans une logique de lutte contre l'exclusion sociale d'une part et de préservation de l'environnement d'autre part (II.).

La Métropole a d'ores et déjà identifié un partenaire potentiel, opérateur existant dans le secteur de l'autopartage et dont les connaissances sectorielles ainsi que les capacités et moyens à disposition conduisent la Métropole à envisager une association dans le cadre de ce projet ambitieux (III.).

Enfin la Métropole a mené une étude financière de ce projet de création d'une SCIC avec ce partenaire. (IV)

## **I - Le résultat de l'analyse juridique menée par la Métropole**

Menée par le cabinet PARME Avocats, l'analyse juridique a confirmé que le cadre législatif et réglementaire permet à la Métropole d'entrer au capital d'une SCIC qui exploiterait un service de location de véhicules électriques en autopartage avec une tarification sociale. De même, il ressort de l'analyse du cadre législatif et réglementaire qu'aucun texte ni principe n'impose à la Métropole de sélectionner la société TOTEM Mobi à l'issue d'une procédure de mise en concurrence.

## **II – Caractéristiques de la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC)**

*« Les Sociétés Coopératives d'Intérêt Collectif (SCIC) sont des sociétés anonymes (SA), des sociétés par actions simplifiées (SAS) ou des sociétés à responsabilité limitée (SARL) à capital variable régies par le code du commerce. Elles ont pour objectif la production ou la fourniture de biens et de services d'intérêt collectif, qui présentent un caractère d'utilité sociale. » Loi n° 2001-624 du 17 juillet 2001, titre II ter de la loi 47-1775 du 10 septembre 1947*

Forme de société récente, la SCIC se caractérise par :

- > L'égalité d'ambition entre la qualité d'un service économique et des objectifs d'intérêt collectif,
- > Le multi-sociétariat : la SCIC permet d'associer autour d'un même projet des acteurs multiples dont des collectivités publiques,
- > Son mode d'organisation de coopérative qui repose sur des principes de solidarité et de démocratie, et sur le principe 1 associé = 1 voix, avec la possibilité de pondération des voix selon les collèges.

Pour se constituer une SCIC doit obligatoirement associer :

- > des salariés, ou à défaut les opérateurs de service de la coopérative,
- > des bénéficiaires de bien ou

- des services,
- > une troisième catégorie d'actionnaires pouvant comprendre toute autre personne physique ou morale (*collectivité, entreprise privé, financeurs, association,...*).

Selon la loi sur l'Economie Sociale et Solidaire, votée le 31 juillet 2014, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics territoriaux peuvent devenir associés d'un SCIC et détenir jusqu'à 50 % du capital (contre 20% précédemment).

### **III – Présentation d'un partenaire potentiel : la start-up Totem Mobi**

TOTEM Mobi, start up marseillaise, propose un concept de location courte durée et à faible coût de petits véhicules électriques (Renault Twizy). Le démarrage prometteur de ce service et sa complémentarité avec l'offre publique de transport donnent un réel intérêt, qui permettrait d'en faire un élément important d'un système de mobilité métropolitain et une alternative intéressante à la voiture individuelle dans de nombreux cas.

TOTEM a fait « la preuve du concept » d'un autopartage électrique économique et performant. La croissance du nombre de Marseillais inscrits comme conducteurs atteste du service rendu puisque TOTEM avait 800 inscrits en février 2018 et a atteint plus 7500 conducteurs à fin décembre 2018.

Afin de mener à bien ce projet, la Métropole a lancé une étude pour accompagner les services de la Métropole et apporter une expertise financière

La société TOTEM Mobi propose un service de location en libre-service de Renault Twizy disponible, soit en cœur de centre-ville avec un stationnement libre, soit sur des places fixes se situant à proximité des terminus de transports en commun, sur les campus, hôpitaux, entreprises ou zones d'activités de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

Les véhicules Twizy sont des véhicules électriques de deux places adaptés à la ville avec une taille proche des gros scooters qui facilite le stationnement. Le modèle économique de TOTEM repose sur des véhicules et des infrastructures de recharge peu chers, et sur une collaboration active avec les membres de la « tribu TOTEM » :

1. Les conducteurs participent au bon niveau de charge des véhicules et reçoivent des bonus (unités de mobilité)

2. Les commerçants et entreprises participent au maillage des infrastructures de recharge en installant des bornes TOTEM sur leur parking privé ouvert au public (IPC, Kedge, Films du soleil, restaurants .....). En échange TOTEM habille des véhicules avec leur logo

3. Les annonceurs de Marseille affichent leur publicité sur les Twizy et sur l'application TOTEM.mobi (media cross-canal) ;

Ce modèle économique permet à TOTEM de proposer un service à un prix compétitif à partir de 1 € le 1/4 d'heure. Les conducteurs peuvent payer à la location ou acheter des packs, les tarifs sont dégressifs pour les locations de plus d'une heure.

La société TOTEM Mobi est le concepteur et le propriétaire du système TOTEM CAR SHARING (TCS). TCS est un système d'information complet associant le smartphone des conducteurs avec les ordinateurs de bord appelés DATAMOBILE que TOTEM place dans chaque véhicule. Cette solution complète et sur mesure offre une grande souplesse, idéale pour l'autopartage de véhicules en stationnement libre (freefloating) et multizones. TCS équipe et équipera aussi bien des services d'autopartage situés dans des agglomérations (Montpellier Métropole, Grand Avignon ...) que des flottes privées de grands sites (CEA de Grenoble).

Fin 2018 et après 30 mois d'expérimentation à Marseille, TOTEM a déployé 160 véhicules électriques sur Marseille, abonné plus de 7500 utilisateurs et effectue +/- 10000 locations/mois. La moyenne des locations est de 26 minutes pour 5 km et 4,20 € TTC. 34% des conducteurs ont diminué leur fréquence d'utilisation de la voiture, 20% ont vu une amélioration de leur pouvoir d'achat ou ont pu conserver ou retrouver un emploi grâce à TOTEM. Près de 50% des conducteurs inscrits utilisent TOTEM au minimum 2 fois par semaine pour un budget mensuel de moins de 40 €.

A ce jour TOTEM a créé 12 emplois à Marseille et la progression de son activité opérationnelle sur le territoire et dans les autres villes.

Dans le cadre de sa politique de développement de son activité, la société TOTEM Mobi a approché la Métropole pour lui proposer la réalisation d'un projet commun d'autopartage.

La Métropole envisage donc d'engager des discussions avec cet opérateur potentiel, de manière à concrétiser ce projet ambitieux pour le territoire.

#### **IV- L'analyse financière du projet de création de la SCIC avec TOTEM Mobi**

Menée par le cabinet MAZARS, cette analyse a porté sur le business plan, le besoin de financement et l'intervention de la Métropole à l'appui de l'étude de l'historique de la société TOTEM Mobi et de la proposition de valeur de la société.

Il ressort des conclusions de cette étude que le marché de l'autopartage présente une forte concurrence sur le secteur et de même avec les autres acteurs de la mobilité. En revanche, les infrastructures légères proposées par TOTEM Mobi permettent un déploiement flexible et des coûts faibles. Le système d'information performant représente la force de l'offre de cette start up. Par ailleurs, on peut noter de réelles opportunités due au secteur qui est en forte croissance. Le service proposé représente un intérêt certain des utilisateurs pour les véhicules électriques.

Au vu des résultats des études, la Métropole Aix-Marseille-Provence va donc engager des discussions avec la Société TOTEM Mobi pour préparer notamment,

- 1 1. les projets de statuts de la société
- 1 2. le pacte d'actionnaires
- 1 3. identifier le ou les représentants de la Métropole au sein des organes décisionnels de la SCIC.

En tout état de cause, pour la mise en place de ce projet, le Conseil de la Métropole devra être appelé à délibérer ultérieurement au titre de ses compétences en matière de développement économique et de mobilité pour approuver la création de la SCIC (statuts et pacte d'actionnaires, plan d'affaires souscription d'actions, désignation des représentants de la métropole au sein des organes de la SCIC).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités

Territoriales ;

- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- L'article 36 de la loi n°2001-624 du 17 juillet 2001 portant diverses mesures d'ordre social, éducatif et culturel, insérant un TITRE II ter et un article 28 bis à la loi n°47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération ;
- Le décret n°2002-240 du 20 février 2002 relatif à la société coopérative d'intérêt collectif ;
- Les articles 33 et 34 de la LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire
- Le décret n° 2015-1381 du 29 octobre 2015 relatif aux éléments d'informations sur l'évolution du projet coopératif d'une société coopérative d'intérêt collectif à inscrire dans le rapport de gestion ou le rapport du conseil d'administration ou du directoire
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- La compétence de la Métropole en matière de développement économique, d'aménagement urbain et de mobilité ;
- L'intérêt collectif et l'utilité sociale pour le territoire du déploiement d'un service d'autopartage, en complément de l'offre de transports publics ;
- Les études préalables menées par la Métropole et leurs conclusions tenant à l'opportunité de la constitution d'une société commerciale permettant le développement d'une offre compétitive ;
- Les échanges intervenus avec la société TOTEM Mobi ;

**Emet un avis favorable sur :**

Le Conseil de la Métropole Aix-Marseille-Provence approuve le principe du développement d'une offre d'autopartage sur son territoire, en complément de l'offre de

transports publics, dans le cadre d'une future société à constituer sous la forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC) dont elle serait co-actionnaire.

Le Conseil de la Métropole autorise la Présidente à engager et faire engager toutes les discussions utiles avec l'opérateur potentiel TOTEM Mobi, notamment en vue de la création de la SCIC et de la rédaction de ses statuts, et à prendre toute décision nécessaire à l'exécution de la présente délibération

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## **AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

### **8. Avis n° 2019-019-Approbation du contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

En application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres **et leurs** exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre. Un tel contrat ne peut mettre à la charge des autorités organisatrices de transport le financement d'actions ou de services qui relèvent de la compétence exclusive de l'Etat en vertu de la loi.

Conformément au cadre légal, le contrat d'objectif couvre le département, périmètre de compétence du Préfet de Police, et concerne à ce titre l'ensemble des autorités organisatrices de transport des Bouches-du-Rhône, comprenant la Métropole Aix-Marseille-Provence, la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur (pour les gares et liaisons ferroviaires TER et les transports non urbains hors Métropole) ainsi que la communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette, la communauté d'agglomération Terres de Provence. La SNCF est aussi signataire en tant que gestionnaire des gares ferroviaires (St Charles et Aix TGV notamment) et de sa police ferroviaire (SUGE).

Le contrat d'objectifs proposé par le préfet de police des Bouches-du-Rhône a été élaboré dans le cadre d'une concertation avec l'ensemble des transporteurs opérant pour la Métropole et les services de la Métropole. Ce contrat a vocation à pérenniser et développer les actions engagées depuis le printemps 2018 sur le réseau de transport métropolitain dans le cadre de la Police de la Sécurité du Quotidien

A cet effet, le contrat d'objectif formalise le partenariat opérationnel déjà établi depuis près d'un an (a) et fixe les orientations et le cadre des actions de Sûreté à l'échelle du réseau de transports métropolitain (b) :

#### a) Partenariat opérationnel :

Le pilotage stratégique renforcé de la sécurité des transports est une méthode de travail basée sur le découplage des services, l'échange et l'analyse de renseignement opérationnel, des objectifs définis de façon concertée et une approche thématique sur des bassins de vie et de mobilité.

Le dispositif est piloté, coordonné et évalué par la Préfecture de Police.

Sa mise en œuvre opérationnelle est déconcentrée au niveau des districts et des compagnies de gendarmerie dans le cadre des conseils locaux de sécurité « flux et mobilité ». Ces conseils, coanimés par la police nationale et la Métropole, sont actifs depuis mai 2018 sur les districts de Martigues et Aix-en-Provence. Ils réunissent mensuellement les forces de l'ordre (police nationale, gendarmerie, polices municipales) et les opérateurs de transport. Le conseil du district de Marseille sera installé prochainement (d'ici mars 2019). Le même dispositif sera développé avec les compagnies de gendarmerie courant 2019.

#### b) Orientations et cadre d'actions

Le contrat d'objectif départemental fixe les engagements de l'Etat, des autorités organisatrices et de leurs opérateurs de transport, ainsi que leurs modalités d'intervention respectives conformément à leurs compétences. Les orientations et modalités d'actions sont déclinées selon six thématiques principales concernant les transports en commun : la lutte contre la fraude, la lutte contre la délinquance et les incivilités dans les transports, notamment dans les transports scolaires, la lutte contre le harcèlement fait aux femmes, la prévention de la radicalisation, la lutte contre la menace terroriste dans les gares ferroviaires et routières (Marseille St Charles, Aix), l'accompagnement des personnels victimes



d'agression.

Les engagements des services de l'Etat, fixés par le présent contrat, constituent un soutien essentiel à la Métropole pour la sécurisation de ces réseaux de transport (personnels et usagers), l'efficacité des contrôles fraude, la réduction des délits et incivilités, la facilitation des dépôts de plaintes, l'instruction judiciaire, le signalement des faits générateurs d'insécurité, l'accompagnement et la formation des transporteurs sur des problématiques quotidiennes ou récurrentes.

Il convient de souligner l'engagement des trois Parquets (Aix, Marseille et Tarascon) également signataires du contrat d'objectif, qui représente une avancée significative notamment pour le suivi des plaintes (magistrat référent) et la lutte contre la fraude d'habitude.

Le contrat d'objectif n'a pas d'incidence financière pour la Métropole.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code des Transports ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiée ;
- La loi n°2016-339 du 22 mars 2016 relative à la prévention et à la lutte contre les incivilités, contre les atteintes à la sécurité publique et contre les actes terroristes dans les transports collectifs de voyageurs ;
- La loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du  
Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'en application de l'article L.2261-1 du Code des transports, le représentant de l'Etat dans le département peut conclure avec les autorités organisatrices de transports collectifs terrestres et leurs exploitants qui exercent une compétence de transport collectif sur le territoire départemental un contrat d'objectif départemental de sûreté dans les transports, qui détermine les objectifs de sûreté des différents réseaux et services de transport ainsi que les moyens mis en œuvre pour les atteindre ;
- Que ce contrat n'a pas d'incidence financière pour la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Qu'il convient d'approuver ce contrat d'objectif départemental

**Emet un avis favorable** sur l'approbation du contrat d'objectifs départemental pour la sûreté et la prévention de la délinquance et de la radicalisation dans les transports.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

#### **AVIS FAVORABLE A LA MAJORITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**Nombre d'avis favorables : 19**

**Nombre d'abstention : 1 (M.**

**FOUQUART Emmanuel)**

#### **9. Avis n° 2019-020-Approbation de la gamme tarifaire métropolitaine des transports en commun**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÉDÈS

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille-Provence est Autorité Organisatrice de la Mobilité sur son territoire.

A ce titre, il lui incombe de définir les tarifs applicables sur ses réseaux de transports publics.

En décembre 2016, la Métropole s'est dotée, avec l'Agenda de la Mobilité, d'un objectif ambitieux : celui de doubler, d'ici 2025, l'usage des transports d'échelle métropolitaine et d'augmenter de 50% celui des transports locaux. L'atteinte de cet objectif repose notamment sur un réel effort de simplification et de fluidification de l'offre de mobilité à l'échelle métropolitaine. La tarification constitue, à cet égard, un enjeu majeur.

La Métropole a choisi d'unifier ses 14 réseaux de transports en commun pour proposer une

expérience client harmonisée. Or la tarification des différents réseaux est aujourd'hui complexe, hétérogène et souvent spécifique à l'échelle de périmètres inférieurs à celui de la Métropole.

Les matériels et logiciels de délivrance et validation des titres de transport, issus des anciens réseaux territoriaux doivent également être harmonisés pour permettre l'interopérabilité des titres sur l'ensemble des lignes et dans tous les points de vente métropolitains.

A cet égard, le lancement du Pass Intégral en février 2018 a constitué la première pierre de la simplification attendue par les Métropolitains. La refonte de la tarification scolaire a poursuivi cet élan.

Afin de proposer aux métropolitains une offre lisible et juste à l'échelle du territoire, il est proposé d'aller plus loin et de mettre en œuvre une simplification progressive des politiques tarifaires, notamment sur les trois volets suivants :

- Une harmonisation des conditions d'éligibilité aux produits tarifaires, autour de cinq profils :
  - o Tout public : sans condition d'accès
  - o Scolaire : à destination des scolaires résidant sur le territoire de la Métropole, jusqu'au bac
  - o Etudiant : à destination des étudiants, stagiaires de la formation professionnelle, apprenti ou service civique de moins de 26 ans et résidant sur le territoire de la Métropole
  - o Solidarité : à destination des bénéficiaires de la CMUC et/ou allocataires du RSA socle et résidant sur le territoire de la Métropole
  - o Senior : à destination des 65 ans et plus et résidant sur le territoire de la Métropole
- Une harmonisation des gammes, notamment autour de la typologie de produits suivante :
  - o Produits fréquents : abonnement annuel, abonnement mensuel
  - o Produits occasionnels : 1 voyage, 2 voyages, carnet de 10 tickets, tarif réduit ouvert par le porte-monnaie transport, Pass 24h

- Des supports, cartes et billets de transport, reconnaissables et pratiques à utiliser comme :
  - o Déploiement de « la Carte » pour tous les abonnements nouveaux et notamment tous les élèves métropolitains pour la rentrée 2019
  - o Billets sans contact rechargeables multivoyages
  - o Porte-monnaie transport à recharger en Euro

Ainsi, la Métropole a la volonté de simplifier l'usage et l'accès à de nouveaux services sur son territoire et d'harmoniser les systèmes billettiques par une mise en compatibilité des matériels et des supports billettiques (Cartes et Billets sans Contact).

Parallèlement, pour permettre son adaptation aux besoins de déplacement, la Métropole souhaite garantir un niveau de financement suffisant de son réseau par les recettes commerciales issues des voyageurs en favorisant :

- Le développement d'une politique d'attractivité de ses tarifs de transport en direction des jeunes et des seniors
- L'évolution « maîtrisée » du prix des titres de transport réalisée avec discernement, justesse et progressivité
- L'amélioration de la performance et de la lisibilité de son offre de transport pour attirer de nouveaux clients.

Ainsi, il est proposé de faire évoluer la gamme tarifaire des transports de la façon suivante :

### **PASS METROPOLITAIN**

Il est proposé de créer un Pass Métropolitain pour les Etudiants (y compris apprentis) de – de 26 ans à 364.80 € / an payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € donnant accès à tous les réseaux Métropolitains hors TER et LER.

Ce nouveau produit permettra une économie certaine pour les étudiants.

A titre d'exemple un étudiant marseillais se rendant à Aix pour ses études paye par an 220€ pour le réseau RTM, 210€ pour la ligne interurbaine, et 100€ pour Aix en Bus.

S'il opte pour le Pass Métropolitain, il économisera 170 € par an.

De même, il est proposé la création d'un Pass Métropolitain senior pour les plus de 65 ans au tarif annuel de 364.80 € payable à l'achat ou par mensualités de 30.40 € et permettant d'utiliser tous les transports en commun hors TER et LER.

Par ailleurs, ces pass métropolitains Etudiants et Séniors pourront être étendus aux services de TER ou LER, lorsque la Région SUD donnera suite aux sollicitations de la Métropole, à l'instar de ce que permet déjà le Pass Intégral.

Ces mesures prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2019

## **RESEAUX DU TERRITOIRE MARSEILLE PROVENCE**

Il est proposé la création d'un abonnement annuel Pass M Senior à 50% pour les personnes de plus de 65 ans imposables résidant à Marseille soit 240 € par an payable à l'achat ou par mensualités de 20 € pour un pass permanent.

Cette réduction est cohérente avec celle de 50% déjà applicable aux tickets achetés à l'unité par le biais du Porte-Monnaie Transport. L'abonnement fidélisera les usagers en facilitant les déplacements et en rendant plus facile l'acte d'achat.

Pour la desserte du Frioul, il est créé un abonnement annuel avec l'accès au réseau RTM à 468€ (même tarif que le Pass Annuel XL) à destination des résidents principaux des Iles du Frioul soit une baisse de 114€.

Parallèlement, pour maintenir un niveau de recettes satisfaisant, tout en tenant compte de la hausse de l'inflation et des dépenses d'exploitation, il est proposé d'appliquer une augmentation de 1€ par mois pour le Pass 30 jours qui passe de 48,50€ à 49,50€ et pour le Pass Annuel grand public qui passe de 468€ à 480€.

Pour mémoire, la « participation employeur » prend en charge 50% du coût de ces abonnements.

Il est également proposé d'augmenter le Pass 7 jours de 14,50€ à 15,50€ et le carnet de 10 voyages qui passera de 14 à 15€ de manière à être cohérent avec l'augmentation du Pass 7j.

Afin de ne pas impacter les populations les plus fragiles, les titres vendus à l'unité ne sont pas concernés par ces mesures.

Ces mesures prendront effet au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

A titre de comparaison, le tarif annuel du réseau de Lyon est à 665.5€, celui de Toulouse à 510€.

### **Ouverture des Parking Relais le week-end**

L'accès à ces parkings est actuellement possible en semaine du lundi au vendredi et réservé :

- aux titulaires d'un abonnement (pass XL permanent, pass annuel, 30 jours, 7 jours, pass intégral métropolitain, libre circulation) qui

bénéficient de la gratuité s'ils réalisent un aller et un retour au moins avant de récupérer leur véhicule.

- aux porteurs d'une carte à recharge PMT (porte-monnaie transport). Ils bénéficient d'un tarif avantageux de 1,2 euros par heure jusqu'à 3h et 0,40 euros par heure au-delà, dans les mêmes conditions.

Les bornes d'entrées n'acceptent que les cartes citées ci-dessus, les cartes bleues ne sont pas compatibles.

Il est proposé dans un premier temps et à titre expérimental, une ouverture le week-end, réservée aux porteurs de ces cartes sans changement de tarifs (abonnement et PMT), pour les sept principaux parkings : Fourragère, Louis Armand, Saint Just, Sainte Marguerite, Teisseire, La Rose, Bougainville. Deux parkings conventionnés sont déjà accessibles le week-end (Vallier et Timone). Le cas du parking Blancarde pourra être traité si nécessaire par négociation avec son exploitant. Il n'y a pas d'impossibilité technique à étendre par la suite à d'autres parkings si cela est jugé utile.

Cette ouverture sera mise en place 3 semaines après la validation de ce rapport, soit au plus tard le samedi 20 avril.

Dans la mesure où cette expérience s'avérerait concluante, ces parkings seront également accessibles aux paiements par cartes bleues au plus tard en septembre 2019.

Cette hypothèse sera analysée au regard de la fréquentation, de la sécurité, de la pose des équipements nécessaires et des coûts induits.

## **RESEAUX DU TERRITOIRE PAYS D'AIX**

### **Aix en Bus**

Dans le cadre du renforcement de l'offre de transports du réseau Aix en Bus prévu en 2019 avec le BHNS l'Aixpress et pour respecter les termes de la Délégation de Service Public imposant une augmentation annuelle des tarifs ainsi que dans une logique de simplification de la gamme tarifaire à l'occasion du remplacement du système billettique du réseau (harmonisation métropolitaine), il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket «1 voyage bus de nuit » et accepter sur le service « bus de nuit » l'ensemble des titres de la gamme tarifaire du réseau Aix en Bus et pays d'Aix Mobilité (à l'exception des titres Diablines et réseaux de proximité de Gardanne et Pertuis).
- de supprimer le ticket « 40 voyages ».

- de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité Diablines » de 0.80€ à 1€ et le carnet de tickets « 10 voyages Diablines » de 6.50€ à 8€.

- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€

- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€.

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Aix en Bus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel seront appliquées les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

### **Pays d'Aix Mobilité**

Afin de maintenir une cohérence tarifaire entre les gammes d'Aix en Bus et du Pays d'Aix Mobilité et dans une logique de simplification lors du remplacement du système billettique du réseau pays d'Aix Mobilité, il est proposé :

A partir du 15 mai 2019 dans le cadre du déploiement de la nouvelle billettique :

- de supprimer le ticket « 40 voyages »

- de distribuer sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

A partir du 1<sup>er</sup> septembre 2019 :

- de réévaluer le « billet unité réseaux de proximité (Gardanne et Pertuis) », et le ticket « 10 voyages réseau de proximité » respectivement de 0.80€ à 1€ et de 6.50€ à 8€

- de réévaluer le ticket « 2 voyages » de 2.20€ à 2.30€.

- de réévaluer les abonnements « mensuel et annuel » respectivement de 27€ à 28€ et de 260€ à 270€

A partir du 4 novembre 2019 :

- de créer sur le réseau Pays-d'Aix-Mobilité le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,90€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les bénéficiaires de la CMUC.

### **RESEAU LIBEBUS**

L'offre du réseau Libébus va être restructurée pour une mise en service le 8 juillet 2019. Dans ce cadre, deux lignes interurbaines, L52 et L86 anciennement du réseau Cartreize, seront intégrées dans le réseau Libébus sous la dénomination « LeCar » L52 et L86.

Les grilles tarifaires de ces deux lignes sont refondues pour plus de cohérence et de lisibilité.

#### Tarifs L52 : Lambesc – Pelissanne – La Barben - Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de Lambesc.

La gamme tarifaire « Libébus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Pelissanne, La Barben et Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libébus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,

- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€

- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 52 + réseau Libébus) à 45,20€ passe à 47€

- l'ancien abonnement 30jours (L52 seule) à 29,20€ passe à 32€

#### Tarifs L86 : La Roque d'Anthéron – Charleval – Mallemort – Lamanon - Salon

La gamme tarifaire « Pays d'Aix Mobilité » s'applique pour les montées/descentes sur le périmètre de la commune de La Roque d'Anthéron.

La gamme tarifaire « Libébus » s'applique pour les voyages effectués entre les communes de Charleval, Mallemort, Lamanon, Salon.

Pour le passage de la zone « Pays d'Aix Mobilité » à la zone « Libébus » :

- l'ancien tarif « Cartreize » à 2,50€ est inchangé à 2,50€,



- l'ancien carnet de 6 voyages à 10,50€ est remplacé par un carnet 10 voyages à 20€
- l'ancien abonnement 30jours+ (combiné ligne 86 + réseau Libebus) à 45,20€ passe à 47€
- l'ancien abonnement 30jours (L86 seule) à 29,20€ passe à 32€

A compter du 8 juillet 2019 :

- il est créé sur le réseau Libebus le Porte-Monnaie Transport (PMT) permettant aux usagers de charger une somme d'argent sur sa carte Sans contact qui ensuite sera débitée au prix de 0,70€ par voyage pour les usagers tout publics tarif équivalent à celui de la carte 10 voyages et sur lequel sera appliqué les réductions sociales pour les seniors et bénéficiaires de la CMUC prévues dans la gamme tarifaire en vigueur.

- il est distribué sur l'ensemble des points de vente d'Aix en Bus des Billets Sans Contact (BSC) en remplacement des tickets unités actuels.

Ces supports sont réutilisables jusqu'à 30 fois pour recharger des titres à l'unité et permettent ainsi de diminuer l'empreinte environnementale du transport.

Ce support présente néanmoins un surcoût de l'ordre de 0,10 à 0,20€ par titre en fonction du volume des commandes qu'il conviendra d'appréhender.

#### **NAVETTE AEROPORT ET RESEAU INTERURBAIN**

Il est proposé pour les liaisons depuis Marseille et Aix-en-Provence vers l'Aéroport Marseille-Provence, d'accompagner la montée en puissance de l'offre (+20% de service sur L91 - St Charles / Aéroport MP, courant 2019), en actualisant ces tarifs au 1<sup>er</sup> juillet 2019.

- Pour Marseille / Aéroport (L91 et L37), ces tarifs passent de 8,30€ à 10,00€ l'aller et de 13,40€ à 16,00€ TTC l'aller/retour.

Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.

- Pour la liaison Aix-en-Provence / Gare TGV / Aéroport, le billet unité passe de 8,60€ à 10,00€ TTC.

Les autres tarifs sont simplifiés et mis en cohérence avec le titre unité.

Ainsi les mesures appliquées aux navettes aéroports et au réseau interurbain permettront une augmentation des recettes de l'ordre de 3M€ en année pleine pour la Métropole.

Par ailleurs, les lignes interurbaines Cartreize / Le Car desservant l'Aéroport Marseille-Provence opèrent en « cabotage » également sur des communes du réseau urbain des Bus de l'Etang (Gignac, Marignane, Rognac, St

Victoret, Vitrolles) ; dans ce cas, la tarification applicable pour le billet unité pour les montées/descentes sur ces communes est de 1,20€.

Concernant l'ensemble du réseau interurbain « Le Car » (ancien réseau Cartreize), pour favoriser la fidélisation des voyageurs et par mesure de simplification des modalités de vente afin de ne pas freiner la vitesse commerciale des lignes, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2019, seuls le ticket plein tarif unitaire, le ticket aller/retour et le pass journée étudiants pour les lignes concernées seront vendus à bord des autocars.

L'ensemble des évolutions inscrites dans ce rapport anticipent une réforme plus ambitieuse de la tarification, conforme aux objectifs définis en introduction et dont les bases seront mises en perspectives dans le Plan de Déplacement Urbain qui sera soumis prochainement aux élus.

Pour l'ensemble de ces raisons, il convient d'approuver les présentes gammes tarifaires.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

#### **Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- Le décret 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole-Aix-Marseille-Provence
- La loi n°82-1153 du 30 décembre 1982 d'Orientation des Transports Intérieurs modifiés ;
- La délibération DTUP 001-2440/10/CC du 10 décembre 2010 relative à l'approbation du contrat d'Obligation de Service Public pour l'exploitation des services de transport public urbain de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole et la Régie des Transports de Marseille ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

## Considérant

- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé la création d'un Pass intégral étudiant et plus de 65 ans ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé la diffusion progressive des tickets sans contact ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de simplifier la gamme tarifaire d'Aix en Bus et de Pas d'Aix Mobilité ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'accélérer la convergence des tarifs scolaires sur le Conseil de Territoire Marseille Provence ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé de mieux intégrer les tarifs de la navette du Frioul destinés aux résidents principaux dans la gamme RTM ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'appliquer une hausse de 2% sur les tarifs des abonnements grand public pour tous et leurs déclinaisons du réseau RTM ;
- Que la Métropole Aix-Marseille-Provence a décidé d'harmoniser les tarifs des navettes aéroports.

**Emet un avis défavorable** sur l'approbation des modifications de tarifs de la gamme métropolitaine des transports en commun annexés à la présente délibération.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

## AVIS DÉFAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS

\*\*\*\*\*

### Développement Territorial, Logement, Centres Anciens, Contrat de Ville

#### 10. Avis n° 2019-021-Approbation de la création et de l'affectation des opérations d'investissement Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) de Port de Bouc

Rapporteur : Mme Patricia FERNANDEZ-PEDINIELLI

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

L'OPAH Développement durable de la Ville de Port de Bouc a été lancée en novembre 2017 pour une durée de 5 ans (2017/2022). Ce dispositif, porté par la Métropole Aix-Marseille-Provence, associe l'ensemble des partenaires

traditionnels des OPAH, à savoir : la Ville de Port de Bouc, les services de l'État (Agence Nationale de l'Habitat : ANAH), le Département, la Région et l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL 13). Cette opération constitue, pour la ville de Port de Bouc, le premier programme d'aides publiques à l'amélioration de l'habitat privé.

Ce dispositif opérationnel et ce réseau d'acteurs sont animés par le bureau d'études URBANIS.

L'OPAH répond à trois enjeux :

- Augmenter le reste à vivre des habitants en diminuant les charges énergétiques
- Améliorer l'attractivité des quartiers
- Résoudre les situations juridiques complexes.

Aussi dans ce cadre en 2018, 12 dossiers de propriétaires occupants ont été déposés au titre de l'amélioration et de la performance thermique ou du maintien à domicile. Ces 12 dossiers représentent une dépense de 147 782.00 euros soit 12 315.00 euros par logement dont 129 219.00 euros de subventions soit 87 % de financements.

De plus, la Résidence Anatole France 2 représente un projet de 51 logements financés au titre d'Habiter Mieux en Copropriété. IL s'agit de la première copropriété des Bouches-du-Rhône financée à ce titre. Le projet représente une dépense de 584 963.00 euros soit 11 500.00 euros par logement dont 297 000.00 euros de subventions soit 51 % de financements. Ce projet permettra de réaliser un gain énergétique de 50 %.

En tant que maître d'ouvrage, la Métropole Aix-Marseille-Provence s'engage à hauteur de 1 101 513.00 euros dans l'OPAH menée sur la commune de Port de Bouc. Cet engagement financier devra être inscrit à l'état spécial du territoire.

Par ailleurs, le Territoire fera l'avance des crédits engagés par le Département, la Région et l'ANAH (volet ingénierie).

En conséquence, l'opération d'investissement n°2018610100 « Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du territoire du Pays de Martigues », incluant les avances d'aides de la Région, du Département, de l'ANAH (volet ingénierie) ainsi que les fonds propres du territoire, inscrite au budget et enregistrée dans le programme 124 ANRU, doit être affectée afin d'en permettre la réalisation.

D'après les engagements financiers contractualisés dans la convention de l'OPAH

et approuvée par le Conseil de la Métropole le 13 juillet 2017 (délibération DEV 009-2390/17/CM), le budget à prévoir pour le CT est le suivant :

Plan de financement prévisionnel pour les quatre années : 1 832 899.00 euros TTC qui se décompose ainsi :

Avance aides à l'ingénierie ANAH : 165 986.00 euros TTC

Avance aides Région : 307 400.00 euros TTC

Avance aides Département : 258 000.00 euros TTC

Subventions accordées sur fonds propres par le CT6 : 1 101 513.00 euros TTC

Budgets prévisionnels CT6 incluant les diverses avances et les fonds propres :

2019 : 371 000 euros TTC

2020 : 487 000 euros TTC

2021 : 487 000 euros TTC

2022 : 487 899 euros TTC

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- La lettre de saisine de la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver la création et l'affectation de l'opération d'investissement Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat du territoire du Pays de Martigues d'un montant de 1 832 899.00 euros TTC,
- Qu'il sera nécessaire aux exercices budgétaires concernés d'inscrire les crédits de paiement y afférents,

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la création et l'affectation de l'opération d'investissement Opération Programmée

d'Amélioration de l'Habitat du territoire du Pays de Martigues d'un montant de 1 832 899.00 euros TTC,.

Les crédits de paiement nécessaires sont inscrits en section d'investissement Opération 2018610100 Programme 124 ANRU sur l'Etat spécial de Territoire du Pays de Martigues et suivants de la Métropole.

L'échéancier prévisionnel des crédits de paiement de l'opération affectée est établi comme suit :

2019 : 371 000 euros TTC

2020 : 487 000 euros TTC

2021 : 487 000 euros TTC

2022 : 487 899 euros TTC

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

**Environnement, Développement Durable, Agriculture et Forêt**

**11. Avis n° 2019-022-Demande de subventions d'investissement relative à l'appel à projets 2019 concernant les opérations de Défense des Forêts Contre l'Incendie (DFCI) sur le massif des Etangs**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÈDES

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Dans le cadre du Plan Intercommunal de Débroussaillage et d'Aménagement Forestier des Etangs, PIDAF, la Métropole Aix-Marseille-Provence réalise des travaux de débroussaillage et d'abattage d'arbres dans les zones naturelles à risques. Ce document a été validé par les services de l'État, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, et visent à diminuer les risques de départ de feux.

Pour le programme 2019, il est envisagé de réaliser l'opération suivante :

- Communes de Martigues et Saint-Mitre-les-Remparts :  
Éclaircie sylvicole à caractère DFCI - Figuerolles – 14.17 ha

Cette opération a pour objectif de créer un verrou DFCI entre le parc de Figuerolles au sud et les terrains du Conservatoire du Littoral au nord. En effet, suite à l'incendie du 30 juin

2017, le retour d'expérience a montré que les incendies provenant du nord du massif pouvaient se propager très rapidement vers le sud, jusqu'à la commune de Martigues. Il est donc indispensable de favoriser le cloisonnement du massif en créant une coupure de combustible.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de L'État et l'Union Européenne, la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur, le Conseil Départemental.

Le coût prévisionnel de ce programme est estimé à 28 336 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
État	20%	5 667 euros HT
Union Européenne	20%	5 667 euros HT
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	20%	5 667 euros HT
Conseil Départemental des Bouches du Rhône	20%	5 667 euros HT
Métropole Aix-Marseille- Provence	20%	5 668 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 151-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Emet un avis favorable** sur la demande de subvention pour le Programme 2019 du PIDAF d'un montant global de 28 336 euros HT auprès de L'État et l'Union Européenne, de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la mesure 8.3.1 DFCI du Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur conformément au dossier de demande de subvention.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**12. Avis n° 2019-023-Demande de subvention d'investissement relative à l'appel à projets 2019 concernant l'actualisation du Plan de Massif des Etangs**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÈDES

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

La Métropole Aix-Marseille Provence est engagée dans la réalisation de nombreuses réalisations au sein de ses territoires. Certains des investissements qui traduisent les politiques publiques métropolitaines peuvent faire l'objet d'un cofinancement de la part de partenaires institutionnels, consulaires, financiers, ou privés. Il importe en conséquence de solliciter, dans le cadre des dispositifs établis de subventionnement, leur participation.

Pour le programme 2019, il est envisagé de réaliser l'étude pour l'actualisation du Plan de Massif des Etangs. Le précédent Plan de Massif des Etangs a couvert la période 2008-2017.

La présente délibération vise à approuver la demande de subvention auprès de L'État et l'Union Européenne, la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, le Conseil Départemental.

Le coût prévisionnel de ce programme est estimé à 20 000 euros HT.

Le plan de financement prévisionnel de ce programme est le suivant :

ORGANISMES SOLLICITES	TAUX SOLLICITES	MONTANTS SOLLICITES
État	20%	4 000 euros HT
Union Européenne	20%	4 000 euros HT
Conseil Régional		4 000 euros HT
Provence-Alpes- Côte d'Azur	20%	
Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône	20%	4 000 euros HT
Métropole Aix- Marseille-Provence	20%	4 000 euros HT

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités territoriales ;
- La loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération du Conseil de la Métropole FAG 151-13/12/18 CM du 13 décembre 2018 portant délégations du Conseil de la Métropole au Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Emet un avis favorable** sur la demande de subvention pour le Programme 2019 relatif à l'actualisation du Plan de Massif des Etangs d'un montant estimé à 20 000 euros HT auprès de L'État et l'Union Européenne, de la Région Provence-Alpes-Côte-d'Azur, du Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône dans le cadre de la mesure 8.3.1 Défense des Forêts Contre l'Incendie

Programme de Développement Rural de la Région Provence-Alpes-Côte-D'azur conformément au dossier de demande de subvention.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

**Cadre de vie, Traitement des déchets, Eau et Assainissement**

### **13. Avis n° 2019-024-Approbation de nouvelles conventions de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relatives à la réalisation d'équipements relatifs à la compétence pluviale pour la commune de Saint-Mitre-les-Remparts**

Rapporteur : M. Henri CAMBESSÈDES

Monsieur le Président du Pays de Martigues soumet, pour avis, au Conseil de Territoire le rapport suivant :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, la Métropole Aix-Marseille-Provence, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), s'est substituée de plein droit aux six anciens EPCI fusionnés conformément aux dispositions de la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles et de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite loi NOTRe.

Ainsi, la Métropole Aix-Marseille-Provence exerce, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, en lieu et place de ses communes membres, les compétences définies par l'article L. 5217-2 I du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Toutefois, en application de l'article L.5218-2 I du même Code, les communes ont continué d'exercer depuis cette date les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 qui n'avaient pas été transférées aux six anciens EPCI fusionnés au sein de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

L'article L.5218-2 I du CGCT prévoit qu'à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la Métropole exerce les compétences prévues au I de l'article L.5217-2 du CGCT que les communes n'avaient pas transférées à leur ancien EPCI d'appartenance.

Par conséquent, à compter de cette date, la Métropole exercera sur l'ensemble de son territoire, les compétences suivantes :

1° En matière de développement et d'aménagement économique, social et culturel

- a) Création, aménagement et gestion des zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ;
- b) Actions de développement économique, dont la participation au capital des sociétés mentionnées au 8° de l'article L. 4211-1, ainsi que soutien et participation au pilotage des pôles de compétitivité situés sur son territoire ;
- c) Construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels, socioculturels, socio-éducatifs et sportifs d'intérêt métropolitain ;
- d) Promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- e) Programme de soutien et d'aides aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche et aux programmes de recherche, en tenant compte du schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation ;

2° En matière d'aménagement de l'espace métropolitain :

- a) Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document en tenant lieu ou carte communale ; définition, création et réalisation d'opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain mentionnées à l'article L. 300-1 du Code de l'Urbanisme ; actions de valorisation du patrimoine naturel et paysager ; constitution de réserves foncières ;
- b) Organisation de la mobilité au sens des articles L. 1231-1, L. 1231-8 et L. 1231-14 à L. 1231-16 du Code des Transports ; création, aménagement et entretien de voirie ; signalisation ; abris de voyageurs ; parcs et aires de stationnement et plan de déplacements urbains ;
- c) Création, aménagement et entretien des espaces publics dédiés à tout mode de déplacement urbain ainsi qu'à leurs ouvrages accessoires ;
- d) Participation à la gouvernance et à l'aménagement des gares situées sur le territoire métropolitain
- e) Etablissement, exploitation, acquisition et mise à disposition d'infrastructures et de réseaux de télécommunications, au sens de l'article L. 1425-1 du présent Code ;

3° En matière de politique locale de l'habitat :

- a) Programme local de l'habitat ;
- b) Politique du logement ; aides financières au logement social ; actions en faveur du logement social ; actions en faveur du logement des personnes défavorisées ;

c) Amélioration du parc immobilier bâti, réhabilitation et résorption de l'habitat insalubre ;

d) Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage et des terrains familiaux locatifs définis aux 1° à 3° du II de l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage ;

4° En matière de politique de la ville :

- a) Elaboration du diagnostic du territoire et définition des orientations du contrat de ville ;
- b) Animation et coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- c) Programmes d'actions définis dans le contrat de ville ;

5° En matière de gestion des services d'intérêt collectif :

- a) Assainissement et eau ;
- b) Création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires d'intérêt métropolitain ainsi que création, gestion et extension des crématoriums ;
- c) Abattoirs, abattoirs marchés et marchés d'intérêt national ;
- d) Services d'incendie et de secours, dans les conditions fixées au chapitre IV du titre II du livre IV de la première partie du présent code ;
- e) Service public de défense extérieure contre l'incendie ;

6° En matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie :

- a) Gestion des déchets ménagers et assimilés
- b) Lutte contre la pollution de l'air ;
- c) Lutte contre les nuisances sonores ;
- d) Contribution à la transition énergétique ;
- e) Soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;
- f) Elaboration et adoption du plan climat-air-énergie territorial en application de l'article L. 229-26 du code de l'environnement, en cohérence avec les objectifs nationaux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, d'efficacité énergétique et de production d'énergie renouvelable ;
- g) Concession de la distribution publique d'électricité et de gaz ;
- h) Création, aménagement, entretien et gestion de réseaux de chaleur ou de froid urbains ;
- i) Création et entretien des infrastructures de charge nécessaires à l'usage des véhicules électriques ou hybrides rechargeables, en application de l'article L. 2224-37 du présent Code ;

j) Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du code de l'environnement ;

Concernant l'exercice de la compétence eau et assainissement, en ce inclus l'assainissement pluvial, il a été confié aux communes qui assuraient la gestion de ces compétences en régie, le soin d'assurer la continuité de la gestion de cette compétence dans le cadre des conventions prévues à l'article L.5215-27 du CGCT.

En revanche, pour les communes qui assuraient la gestion du service public de l'eau et de l'assainissement par un contrat de délégation de service public, il ne sera pas conclu de convention de gestion avec les communes dès lors que l'exploitation des services de distribution d'eau potable et d'assainissement relève dans ce cas des délégataires respectifs, dont les contrats sont transférés à la Métropole Aix-Marseille-Provence, et non des services communaux.

Pour autant, le régime d'affermage propre aux conventions de délégation de service public relatives aux domaines de l'eau et de l'assainissement implique que l'autorité délégante conserve la charge de la création et de l'entretien des réseaux et des équipements nécessaires à l'exploitation du service public d'adduction d'eau potable et/ou d'assainissement.

Ainsi, en l'absence de conclusion de convention de gestion avec les communes qui assuraient les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement sous forme de délégation de service public, la Métropole Aix-Marseille-Provence devrait assurer, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'exécution, la coordination et le pilotage et, plus généralement, toutes les prérogatives du maître de l'ouvrage à l'égard des opérations de travaux en cours dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en ce compris l'assainissement pluvial.

Toutefois, afin de permettre la continuité des opérations de travaux en cours dans les communes et dans le but de satisfaire à un objectif de continuité des services publics de l'eau et de l'assainissement, il est envisagé de conclure avec les communes concernées des conventions spécifiques, à l'objet plus restreint que les conventions de gestion de l'article L. 5215-27 du CGCT, et habilitant celles-ci à poursuivre, à titre transitoire, les opérations de travaux décidées dans les domaines de l'eau et l'assainissement, par leurs moyens propres et au moyen des contrats conclus à cette fin.

Conformément à l'article R.5215-3 du CGCT sont considérées comme « opération décidées » et par symétrie avec l'architecture retenue pour les conventions de gestion, les

opérations dont l'avant-projet et le plan de financement intégral ont été approuvés sans réserve par les communes avant le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Ces conventions, dont la conclusion est proposée au titre du présent rapport, revêtiront la forme :

- **soit de conventions de Transfert Temporaire de Maîtrise d'Ouvrage (TTMO)**, fondées sur les dispositions du II de l'article 2 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme sera retenue pour habilitier les communes à poursuivre seules les opérations lorsque celles-ci relèvent à la fois de la compétence en matière d'eau et d'assainissement, dont les opérations de travaux devraient normalement être menées sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, et de la compétence « voirie », non impactée par les transferts de compétence et qui continuera à relever de la Commune jusqu'au 31 décembre 2019.

De manière spécifique, certaines conventions de TTMO présentées pour approbation portent sur des opérations de travaux menées dans le cadre des engagements pris au titre de conventions de Projet Urbain Partenarial (PUP) conclues par les communes avec des partenaires privés.

Dans ce cas, les conventions de TTMO ont donc pour objectif d'établir un interlocuteur unique en confiant aux communes à la fois la maîtrise d'ouvrage des travaux de réalisation des équipements publics situés dans le périmètre du PUP et la perception des participations versées par les aménageurs et constructeurs en les affectant à la réalisation de chaque catégorie d'équipements (ceux relevant de la compétence des communes et ceux relevant de la compétence de la Métropole pour l'eau, l'assainissement et le pluvial).

- **soit de conventions de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée (MOD)** fondées sur les dispositions de l'article 3 de la loi du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée. Cette forme est celle retenue pour habilitier les communes à poursuivre seule les opérations relevant exclusivement des compétences relatives à l'eau et à l'assainissement, sans interférence avec une compétence demeurant communale.

En application de ces conventions, les Communes assumeront la maîtrise d'ouvrage des opérations visées au sein de celles-ci et acquitteront, en contrepartie d'une prise en charge intégrale par la Métropole, les

dépenses nécessaires à l'achèvement de celles-ci, dans la limite du plan de financement inséré en annexe des dites conventions.

Dans ce cadre, la Métropole Aix-Marseille-Provence a été interpellée par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts sur la nécessité d'engager des travaux pluviaux et d'assainissement sur son territoire sur la création du Parking des Espérettes afin de répondre aux attentes des usagers.

Il est aujourd'hui nécessaire de soumettre à l'approbation du Bureau de la Métropole la conclusion d'une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la commune de Saint-Mitre-les-Remparts au titre de compétences pluvial et assainissement.

Afin d'assurer la prise en compte des objectifs de la Ville et de la Métropole, visant à créer et aménager le Parking des Espérettes, la présente convention a pour objet d'établir les règles de cofinancement des travaux.

Le montant global de l'opération de création du parking des Espérettes s'évalue à 906 950 € TTC répartis comme suit :

- Part communale : 651 109,00 euros TTC
- Part métropolitaine compétence « pluvial » : 227 792,46 euros TTC
- Part métropolitaine compétence « assainissement » : 28 048,50 euros TTC

Cette évaluation est établie sur la base du projet de maîtrise d'œuvre.

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Conseil de Territoire de prendre l'avis ci-après :

**Le Conseil du Territoire du Pays de Martigues,**

**Vu**

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.
- La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des

territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

- La délibération FAG 152-4969/18/CM du 13 décembre 2018 portant délégation du Conseil au Bureau de la Métropole.
- La lettre de saisine de la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

**Où le rapport ci-dessus,**

**Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,**

**Considérant**

- Qu'il convient d'approuver une nouvelle convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage relative à la réalisation par la commune de Saint-Mitre-les-Remparts d'équipements relatifs aux compétences « pluvial » et « assainissement » ;

**Emet un avis favorable** sur l'approbation de la convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage à conclure avec la Commune de Saint-Mitre-les-Remparts en matière de pluvial et d'assainissement, portant sur l'opération parking des Espérettes.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la Métropole Aix-Marseille-Provence.

**Autorise** Monsieur le Président du Conseil de Territoire à signer le présent avis.

**AVIS FAVORABLE A L'UNANIMITÉ DES ÉLUS PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

\*\*\*\*\*

## Informations

**Informations diverses du Président du Conseil de Territoire aux conseillers territoriaux**

**Informations de la Présidente de la Métropole**

Rapports inscrits à l'ordre du jour du Bureau et du Conseil de la Métropole du 28 Mars 2019 pour information

Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à l'association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement (ASTEE) et paiement de la cotisation pour l'année 2019

Renouvellement de l'adhésion de la Métropole Aix-Marseille-Provence à la Médiation de l'Eau et paiement de la cotisation pour l'année 2019